

**DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**

PRÉFECTURE DE LA SOMME
*Deuxième et Quatrième divisions (Éducation nationale ;
Monuments Historiques et tourisme)*

Les affaires culturelles et éducatives dans la Somme au sortir de la Seconde Guerre mondiale

(1911-1969)

Répertoire numérique détaillé

55 W

établi par **Morgan MAZURIER**, archiviste
sous la direction d'**Élise BOURGEOIS**, directrice adjointe et responsable
du Service Aide aux Administrations

Amiens, 2021

SOMMAIRE

Présentation du Versement	p.3
Genèse du versement	p.3
Mode de classement	p.4
Présentation du contenu	p.6
I. Le Patrimoine (55W1-55W18)	
1) Finances et administrations départementales. (55W1-55W4)	p.6
2) Monuments historiques. (55W5-55W13)	
3) Commission des Sites. (55W14-55W15)	
4) Tourisme. (55W16-55W18)	
II. Affaires scolaires (55W19-55W32)	
1) Affaires générales. (55W19-55W21)	
2) Construction scolaire. (55W22)	
3) Jeunesse et Sports. (55W23-55W24)	p.9
4) Établissements privés (55W25)	
5) Enseignements technique et post-scolaire. (55W26-55W32)	
Communicabilité des documents	p.11
Bibliographie	p.12
Sources complémentaires	p.16
Répertoire numérique détaillé	p.23
Concordance des cotes	p.57

PRÉSENTATION DU VERSEMENT

GENÈSE DU VERSEMENT 55 W

En 1960-1961, un rapport émanant de l'Inspection Générale des services tend à opérer un regroupement rationnel des attributions des services préfectoraux par divisions pour faciliter l'exécution du service public. Ce plan d'organisation en quatre divisions a impliqué une réorganisation complète des services de la Préfecture de la Somme. Pour ce faire, des aménagements ont été nécessaires, à la fois par le regroupement de services, mais aussi un réaménagement matériel des bureaux. En 1962, l'acquisition d'immeubles appartenant au Docteur Moulonguet et à la famille Vagniez sis rue de la République ainsi que d'une parcelle appartenant à l'avocat Me Clément, sise Mail Albert I^{er}, sont indispensables à la réalisation des travaux qui dureront jusqu'en 1963.

Pourquoi devoir expliquer cette réorganisation ? Tout simplement parce que celle-ci est subséquentement concomitante aux nombreux versements de la Préfecture qui se succèdent entre 1959 et 1969. Dans le répertoire des entrées (1920-1969) coté 3 T 132, il est fait état de 78 versements provenant de la Préfecture au cours de cette période. Parmi ces 78 versements, plusieurs émanent directement du cabinet du Préfet. Aucun, seul, ne semble correspondre à un versement effectué pendant ce laps de temps. Le versement 55 W serait donc, selon toute logique, un regroupement de plusieurs versements provenant de plusieurs divisions et de bureaux : la deuxième division (quatrième bureau : Éducation nationale) et la quatrième division (deuxième bureau : Affaires économiques – Tourisme et quatrième bureau : Monuments historiques et Commission des Sites) versés successivement en 1964, 1967 et 1969. La plupart des missions de ces deux divisions provenaient de l'ancienne troisième division, démantelée et remaniée en 1961-1962.

Ce qui laisse à penser que le 55 W est bien un regroupement de plusieurs versements c'est l'histoire archivistique de la France en général.

En effet, avant la promulgation des lois sur les archives en 1979, le cadre de classement des Archives départementales était fixé par instruction du 24 avril 1841 et fondé sur le principe de la répartition des fonds entre quatorze séries déterminées par des lettres de l'alphabet. L'accroissement de la masse documentaire au sortir de la Seconde Guerre mondiale a obligé à clore ces séries alphabétiques à la date de la fin de la Troisième république (10 juillet 1940). La circulaire du 31 décembre 1979 a fixé les règles de traitement des documents postérieurs à 1940 avec l'abandon du cadre de classement et un nouveau système de cotation en W. Puis à partir de cette date, tous les versements postérieurs à 1940 ont été « recotés » en W. Les archivistes de l'époque ont donc

regroupé ces documents en prenant en compte les attributions de l'ancienne troisième division (Jeunesse, famille et santé) provenant sans doute des séries O, M et T dans lesquelles ils seraient restés sans les lois de 1979.

LE MODE DE CLASSEMENT

Le 55 W n'est pas vraisemblablement un versement du Cabinet du Préfet mais l'association de plusieurs versements collectés dans les années 1959-1969. Il a été scindé en deux parties : le patrimoine/tourisme et l'éducation. Lors de la réorganisation des services de la Préfecture en 1959-1962 évoquée plus haut, les divisions ont changé de noms et d'attributions. Auparavant, la préfecture était composée d'un cabinet, de bureaux du cabinet et de divisions subdivisées en bureaux.

Composition des divisions avant la réorganisation de 1959-1962 :

Cabinet	Bureau 1 – Affaires politiques et réservées Bureau 2 – Sécurité et Ordre public Bureau 3 – Divers (Service social, personnel, candidatures...) Bureau 4 – Service intérieur et courrier	
Première division	Administration générale, police générale et des étrangers	Bureau 1 – Administration générale Bureau 2 – Réglementation et étrangers Bureau 3 – Titres d'identité et circulation
Deuxième division	Finances et tutelle communale	Bureau 1 – Finances de l'État Bureau 2 – Finances et administrations départementales Bureau 3 – Finances et administrations communales Bureau 4 – Éducation nationale -Affaires générales : ouvertures d'écoles, logement des instituteurs, caisses des écoles, subventions et bourses départementales -Application de la loi Barangé (1951) (enseignement public et privé) caisse départementale scolaire -Application de la loi Debré (1959) sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privé -Constructions scolaires, jeunesse et sports, enseignement technique, enseignement post-scolaire -Transports et hygiènes scolaires -Beaux-Arts, musées et bibliothèques, conservatoires, écoles de musiques et théâtres.
Troisième division	Famille, jeunesse et santé	Bureau 1 – Affaires hospitalières

		Bureau 2 – Admission à l'aide sociale Bureau 3 – Comptabilité de l'aide sociale
Quatrième division	Affaires économiques et sociales	Bureau 1 Expansion et documentation économiques Bureau 2 – Affaires économiques Bureau 3 – Équipement – Travaux Publics Bureau 4 – Construction et logement, habitat et urbanisme

Nouvelles attributions dues à la réorganisation de 1961-1962 :

		vient de
Cabinet	Service incendie Commission départementale de sécurité Expulsions – concours de la force publique	1 ^{re} division
	Achat de matériel incendie	2 ^e division
Première division	Service automobile Élections professionnelles agricoles Élections professionnelles commerce Élections sécurité sociale Cartes professionnelles Brevets d'invention Transports routiers exceptionnels Mines, explosifs, carrières Poids et mesures Mutualité Permis de chasse des étrangers	4 ^e division
	Cultes, associations et congrégations	3 ^e division
Deuxième division	Circonscriptions territoriales Syndicats de communes (créations)	1 ^{re} division
	Éducation nationale -constructions scolaires, -enseignement technique -enseignement privé -transports et hygiène scolaires, - bourses – subventions	3 ^e division
Troisième division	Statistiques hospitalières	1 ^{re} division
	Tutelle des établissements hospitaliers	2 ^e division

	Prix de journée des cliniques privées	4 ^e division
Quatrième division	Logement (législation des loyers, réquisitions)	1 ^{re} division
	Taxes parafiscales	2 ^e division
	Tourisme (commission départementale et équipement)	3 ^e division
	Monuments historiques	
	Commission des sites	
	Comité départemental des allocations agricoles	
	Foyers ruraux	
Stations climatiques et balnéaires		
Conseil départemental d'hygiène		
Règlement sanitaire départemental		
Immeubles et îlots insalubres		

L'organisation des services de la Préfecture est stable jusqu'aux travaux de 1961-1963. Le cabinet et les nouvelles divisions récupèrent et/ou perdent certaines attributions données ou ôtées à d'autres pour une plus grande cohérence.

Ainsi pour reprendre cette cohérence, il a été choisi de classer le 55 W en deux parties. L'une sur le Patrimoine, regroupant les documents concernant le Tourisme, les Monuments historiques et la Commission des sites et l'autre sur l'Éducation nationale.

PRÉSENTATION DU CONTENU

L'intérêt de ce versement réside dans la diversité des thèmes abordés et dans l'importance de la période traitée (1911-1969).

I Le Patrimoine et tourisme (55 W 1 – 55 W 18)

C'est à l'occasion de la démolition de la Bastille en 1790 qu'Aubin-Louis Milin, naturaliste et bibliothécaire français, parle pour la première fois de « *monuments historiques* » « *Antiquités nationales ou recueil de monuments, pour servir à l'Histoire générale et particulière de l'Empire François, tels que tombeaux, inscriptions, statues, vitraux, fresques, etc. ; tirés des abbaïes, monastères, châteaux et autres lieux devenus domaines nationaux.* » Commence à poindre cette idée de conserver un témoignage du passé et notamment celui de l'Ancien Régime récemment terminé. La Constituante adopte le 13 octobre 1790 un décret qui institue la Commission des

Monuments dont le rôle est d'étudier le sort des édifices, des arts et des sciences. Le musée des monuments français est créé et ouvre ses portes en 1795 grâce à Alexandre Lenoir, historien médiéviste. Dans ce musée sont rassemblés les fragments d'architecture qu'il parvient à sauvegarder. L'Ordonnance du 24 avril 1816 de Louis XVIII met fin à cette aventure puisqu'il est décidé de restituer les collections aux familles et aux églises.

En 1820, le Baron Taylor et Charles Nodder, tous deux écrivains, publient leurs *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, premier recueil du patrimoine français. Dans le même temps, les premières sociétés archéologiques voient le jour. L'Académie celtique, née en 1804, principalement vouée à l'étude des Celtes, s'intéresse très rapidement aux antiquités nationales. Cette société change très vite de statut et de nom pour devenir la Société des Antiquaires de France en 1813. D'autres sociétés suivent : la Société des antiquaires de Normandie en 1824, la société archéologique du Midi de la France en 1831, la Société des antiquaires de l'Ouest en 1834 et la Société des antiquaires de Picardie en 1834 également.

En 1819, le Ministère de l'Intérieur ajoute pour la première fois une ligne « monuments historiques » sur son budget annuel. Sous la Monarchie de Juillet, en 1837, un nouveau poste est créé, celui d'inspecteur des monuments historiques auprès de la Commission des Monuments historiques. Cette dernière est chargée de classer les édifices et de répartir les crédits d'entretien et de restauration. Le classement se fait tout d'abord sur la base de considérations politiques puis en 1835, la Commission met l'accent sur l'intérêt historique puis sur la qualité architecturale à partir de 1841. Elle forme également les architectes qui interviennent sur les monuments et notamment le célèbre Eugène Viollet-le-Duc.

La première liste des Monuments historiques est publiée en 1840. Elle est composée uniquement de monuments préhistoriques et de bâtiments antiques et médiévaux. Tous sont des propriétés de l'État, des départements ou des communes et nécessitent des travaux et donc des crédits.

La loi du 30 mars 1887 fixe pour la première fois les critères et la procédure de classement pour la conservation des Monuments historiques. La loi, complétée en 1892, institue également le corps des architectes en chef des Monuments historiques (ACMH) recrutés désormais sur la voie du concours. Une nouvelle loi, en 1906, propose la protection des sites et des monuments naturels de caractère artistique et pose ainsi les premiers principes de classement des sites naturels pittoresques.

La loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905 confie la responsabilité des édifices cultuels aux collectivités et à l'État. Le 31 décembre 1913, une autre loi complète et améliore celle de 1887 en élargissant le champ de protection des critères de classement. Les biens ne répondent plus seulement à la notion « d'intérêt national » mais à celle « d'intérêt public », prenant en compte le petit patrimoine local ainsi que les propriétés privées sans nécessairement le consentement du

propriétaire. Ainsi dans les années 1920 et 1930, le classement s'ouvre au patrimoine privé. Tout d'abord considéré comme privation de propriété, le classement apporte son lot de compensations par le subventionnement des travaux et des avantages fiscaux, freinant les mécontents. À la même période, l'« inscription supplémentaire des monuments historiques » est instituée : il s'agit d'un classement de second ordre permettant de protéger les monuments historiques présentant un intérêt remarquable à l'échelle régionale, contrairement au classement qui, lui, est à l'échelle nationale.

En 1930, avec la loi du 2 mai 1930 qui remplace celle de 1906, les procédures de classement des monuments bâtis et des sites et espaces naturels changent. Une nouvelle catégorie est donc créée : « site classé et site inscrit ». La nouvelle loi introduit aussi la possibilité de répertorier comme un site une zone située à proximité d'un bâtiment classé et inscrit.

Pendant la Seconde Guerre mondiale et l'Occupation allemande, afin d'empêcher des destructions par l'occupant, beaucoup de classements sont opérés. Ces derniers, nombreux, visaient à faire travailler les personnes chargées de la protection des monuments afin qu'elles échappent au service du travail obligatoire (STO) en Allemagne. Après la guerre et les destructions massives, la protection change d'échelle. André Malraux, alors ministre des Affaires culturelles (1959-1969), fait passer une loi en 1962 qui protège des parties de villes et crée le 4 mars 1964 l'*inventaire général des monuments historiques et des richesses artistiques de la France* qui ne répertorie pas uniquement les monuments historiques mais aussi les constructions présentant un intérêt culturel ou artistique. À partir de 1977, les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) prennent le relais pour s'occuper de la conservation régionale des monuments historiques et de leur protection juridique, du contrôle scientifique et technique sur le terrain et de la promotion en faveur de l'architecture et du patrimoine.

Le 55 W aborde tout particulièrement cette période mouvementée de mise en place de services dédiés à la protection du patrimoine. La première partie illustre le(s) rôle(s) du(des) personnel(s) départemental(ux) et les missions qui lui(leur) incombe(nt) notamment en matière de financement pour les travaux, le fonctionnement ou encore la restauration des monuments. Elle permet d'explorer la réglementation complexe des marchés de travaux pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Outre cet aspect purement réglementaire, sont présentés également les nombreux édifices classés et/ou en passe de l'être qui ont pu être abîmés par le temps et/ou par les guerres. Cette partie met en exergue aussi les sollicitations et réponses diverses données par le service des Monuments historiques ainsi que son rôle de protecteur de ces édifices. Les derniers dossiers de cette section 'Patrimoine' concernent la Commission des sites qui avait pour mission d'instruire les demandes d'inscription et donnait un avis sur la dénomination des rues du département. La cote 55 W 15 est à

ce titre exceptionnelle puisque les procès-verbaux de séances de la Commission permettent, sur une période longue (1947-1969), d'appréhender le caractère politique du choix d'un nom pour une rue. La fin de la partie Patrimoine sur le tourisme (cotes 55 W 16 à 55 W 18) permet de faire apparaître l'évolution grandissante du tourisme après la Seconde Guerre mondiale. Le Plan départemental d'équipement collectif a eu pour but de moderniser les « routes touristiques » et de mettre l'accent sur les communes pouvant présenter un intérêt touristique. On voit poindre, notamment avec la création du Centre touristique à Rue en 1953 (55 W 17) cette montée du tourisme de masse dont les documents témoignent. Enfin, l'organisation du concours des villes et villages fleuries (55 W 18) manifeste clairement cette volonté et nouvelle conception du patrimoine comme outil de promotion dans notre département.

II) Les Affaires scolaires (55 W 19 – 55 W 32)

Depuis la loi du 30 octobre 1886, les attributions du Préfet en matière d'éducation sont claires. Sa principale mission est de mettre en application au niveau départemental la politique du ministère en charge de l'éducation. Il préside le Conseil départemental de l'instruction publique, veille à la construction des écoles et nomme, mute et révoque les instituteurs sur proposition de l'inspecteur d'académie. Il gère également la caisse des écoles, les cantines ou encore les allocations scolaires. La préfecture de la Somme organise ses bureaux en fonction de ces missions. En 1939, l'instruction primaire est associée au domaine du culte au sein de la deuxième division. Les constructions scolaires, les écoles supérieures et les bourses ne sont pas gérées par le même bureau. Cela change dès 1942, où toutes ces compétences sont réunies au sein d'un bureau consacré à l'instruction publique dans son ensemble et à l'éducation physique. Ce bureau est placé sous la direction de la troisième division de la préfecture chargée de la jeunesse, la famille et la santé. Cette organisation va perdurer jusqu'en 1956. La place de l'éducation dans l'organigramme de la préfecture ne bouge pas, mais les affaires qui y sont gérées ne sont plus les mêmes. Rapidement, on ajoute au bureau chargé de l'éducation d'autres missions : en 1951, on y intègre la gestion des affaires de santé publique, et en 1955, l'aide sociale aux personnes âgées et infirmes. En 1957, toujours au sein de la troisième division, les affaires scolaires sont gérées par le quatrième bureau de la préfecture qui leur est de nouveau entièrement consacré. C'est le cas jusqu'en 1965, malgré un nouveau retour à la deuxième division de l'administration en 1964. Un dernier changement majeur s'opère en 1966. Toujours au sein de la deuxième division, les dossiers de l'éducation se retrouvent dans le troisième bureau consacré aux affaires sociales et culturelles. Le nom même de ce bureau ne fait plus mention de l'éducation. Il s'agit d'un tournant dans la gestion de l'enseignement au sein de

l'administration. Les attributions du Préfet dans le domaine ont en effet fortement diminué au profit de l'Inspection académique en passe d'être créée (1^{er} octobre 1964). Ces changements se mettent en place avec le décret du 14 mars 1964 relatif au Préfet et à l'organisation des services de l'État dans les départements. Ce texte exclut de la compétence du Préfet « l'action éducative et les mesures concernant la scolarité, l'administration du personnel, l'organisation, la gestion intérieure et la tutelle des établissements d'enseignement ». Néanmoins, le Préfet est toujours le garant de la politique ministérielle et est habilité à juger la manière de servir de l'inspecteur d'académie à qui ces missions incombent désormais.

Les premiers dossiers de cette seconde partie sont relatifs aux conseils départementaux de l'instruction publique, dont le Préfet est président. Ces conseils avaient plusieurs attributions pédagogiques comme l'application des méthodes d'enseignement élaborées par le ministère. Ils fixaient le nombre et le ressort des écoles ainsi que le nombre de maîtres par écoles. Ils avaient également un rôle contentieux et pouvaient juger les oppositions à des ouvertures d'écoles privées, ils examinaient les décisions des commissions scolaires et pouvaient statuer sur l'inscription d'élèves en cas de contestation d'écoles.

Les cotes suivantes ont trait à l'application de la loi dite Barangé votée le 21 septembre 1951. Grâce à cette loi, une allocation scolaire est désormais versée par enfant et par trimestre à l'association des parents d'élèves des établissements privés et au Conseil Général pour les élèves de l'enseignement public. Les fonds de ces caisses sont employés à l'aménagement, l'entretien et l'équipement des bâtiments de l'enseignement public du premier degré qui relevaient jusqu'alors des compétences exclusives des communes. cette partie rassemble également plusieurs documents relatifs à l'application du Plan de modernisation et d'équipement, troisième de ce type depuis 1945 en France. Il concerne la répartition des dépenses d'équipement pour les enseignements du premier degré, du second degré, du technique, du supérieur et du CNRS.

Les derniers dossiers se rapportent à l'application des lois de 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés dites lois Debré du nom de Michel Debré, Premier ministre et ministre de l'Éducation nationale. Ces lois instaurent un système de contrats entre l'État et les écoles privées qui le souhaitent. L'État accorde une aide. En contrepartie, les programmes doivent être identiques à ceux de l'enseignement public, le catéchisme devenant ainsi une option. Les lois Debré prévoient aussi le financement de la taxe d'apprentissage, des subventions des collectivités locales et une subvention de l'État, attribuée par le ministère après avis du comité départemental de l'Enseignement technique et de l'Inspection générale. Parmi les organismes subventionnés par le ministère, on relève principalement des établissements scolaires, des cours municipaux, des associations professionnelles ou compagnonniques, des chambres des métiers. Les formations

sollicitées étaient principalement du niveau du certificat d'aptitude professionnelle, avec poursuite vers le brevet professionnel. Les documents du présent versement reprennent successivement la mise en place de cette réglementation.

Ce versement est riche puisqu'il permet de comprendre la manière dont la politique éducative se met en place pendant la Quatrième république et le début de la Cinquième.

COMMUNICABILITÉ

Au terme du Code du patrimoine, les archives publiques sont librement communicables, excepté certains cas dérogatoires au régime général. La totalité de ce fonds est donc immédiatement communicable à l'exception de l'article 55 W 19 incommunicable jusqu'au 1^e janvier 2036.

BIBLIOGRAPHIE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SOMME, 2000. *Les préfets de la Somme deux siècles au cœur de l'État* [exposition réalisée par les Archives départementales de la Somme du 10 au 31 mars 2000]. 1^{re} éd. Amiens : Archives départementales. [Cote AD80 : BR 2263]

Annuaire statistique et administratif de la Somme (1940-1966). [30 REV 96 à 111]

BARGETON, René, 1994. *Dictionnaire biographique des préfets, septembre 1870-mai 1982*. 1^{re} éd. Paris : Archives nationales. 556 p. [Cote AD80 : 8°2741]

BERCAIRE, Joël, 2000. *Entre pouvoir et société : le préfet*. 1^{re} éd. Albi : Archives dép. N. p. [Cote AD80 : BR2365]

BONNAUD-DELAMARE, Roger, 1951. *Activités d'une préfecture à trois divisions et leur prix de revient*, 1^{re} éd. 15 p.

BRÉBANT, Charles, 1953. *Les préfectures françaises par les archivistes en chef des départements*. 1^{re} éd. Niort : Soulisse et Cassegrain, 1953. 312 p. [Cote AD80 : 4° 540]

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SOMME, [1962]. *Réorganisation des services de la préfecture de la Somme* (anciens et nouveaux locaux). Amiens : Conseil général de la Somme. Publication interne. 43 f. [Cote AD80 : BR 1830]

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, 1993. *Les compétences juridiques du Préfet. Recensement des attributions exercées par le représentant de l'État dans la région et le département*. 2^e éd. Paris : Ministère de l'Intérieur. 245 p. [Cote AD80 : 8° 2691]

PRÉFECTURE DE LA SOMME, 1984. *Annuaire administratif départemental*. Amiens : Préfecture. 391 p. [Cote AD80 : 8° 3903]

RAPHAEL, Michel, 2004. *Être préfet sous l'Occupation. Un département de zone nord : la Somme* (1940-1944). Amiens : Université Picardie Jules Verne. Thèse. 666 p. [Cote AD80 : 4° 2136]

LE PATRIMOINE DANS LA SOMME

Protection du patrimoine historique et esthétique de la France, 1991. Paris : Journal officiel. 664 p. [Cote AD80 : 8°2591]

BADY, Jean-Pierre, CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, 2018. *De 1913 au Code du Patrimoine : une loi en évolution sur les monuments historiques*. 1^{re} éd. Paris : La Documentation française. 627 p. [Cote AD80 : 8°6074]

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES, 1965. *Les trésors des églises de France*. Catalogue d'exposition. 1^{re} éd. Paris : C.N.M.H. 469 p. [Cote AD80 : 8°1274]

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES, 1975. *Les monuments historiques de la France. Picardie*. Revue illustrée n°4. Paris : C.N.M.H. 84 p. [Cote AD80 : 4°480].

CHASTEL André, RABEAU Daniel, FOUCART Bruno, LENIAUD Jean-Michel [dir de la rédaction], 1900-1999. *La revue des Monuments historiques*. Paris : éd. du Patrimoine. [Cotes AD80 : 200 REV1 à 190]

Collectif, 1999. *Le patrimoine de l'éducation nationale*. 1^{re} éd. Charenton : Flohic. 989 p. [Cote AD80 : 8°3552]

CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT DE LA SOMME, 2006. *Églises de la Somme : Entretenir le patrimoine communal, préserver et mettre en valeur*. 1^{re} éd. Amiens : CAUE. 43 p. [Cote AD80 : BR 3086]

DUBOIS, Raymond, 1936. *Visite archéologique à Luceux*. Extrait du bulletin de la Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais. 1^{re} éd. Saint-Omer : L. Loïez impr. 43 p. [Cote AD80 : 4°145]

FRÉMAUX Céline, 2007. *La Reconstruction dans l'Est de la Somme : L'architecture religieuse et son décor. Picardie*. 1^{re} éd. Paris : Inventaire général. 64 p. [Cote AD80 : BIB DA 3889]

GOURBIN, Patrice, 2008. *Les Monuments historiques de 1940 à 1959*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 286 p. [Cote AD80 : 8°4524]

LAURENT, Xavier, 2003. *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel 1959-1973*. 1^{re} éd. Paris : École des Chartes. [Cote AD80 : 8°3896]

MAYER, Jannie, 1985. *Archives de la Commission des Monuments historiques. Plans et dessins*. 1^{re} éd. Paris : Ministère de la Culture. 337 p. [AD80 : BIB DA 2709]

MINISTÈRE DE LA CULTURE, [s.d.]. *Monuments historiques. Procédure de protection, travaux*. Paris : Dir du Patrimoine. 17 p. [Cote AD80 : BR1987]

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS, 1900. *Monuments historiques. Lois et décrets relatifs à la conservation des monuments*. Paris : Imprimerie Nationale. 61 p. [Cote AD80 : 4°382]

NIVET, Philippe (dir. de la publication), 2013. *Guerre et patrimoine artistique à l'époque contemporaine : Actes du colloque d'Amiens des 16-18 mars 2011*. 1^{re} éd. Amiens : Encrage. 450 p. [Cote AD80 : 8°3045/43]

RAUWEL, Thérèse, 1999. *Patrimoine rural de la Somme et protections du patrimoine*. 1^{re} éd. Amiens : C.A.U.E. [Cote AD80 : 4°1673]

SALLEZ, André, 1968. *La réparation d'un chapiteau de la nef de la cathédrale d'Amiens*. In *Les Monuments historiques de la France*, n°2. 1^{re} éd. Amiens. Pp. 67-71. [Cote AD80 : BR1773]

LE TOURISME DANS LA SOMME

BRUNET R, 1978. *La Picardie touristique*. 1^{re} éd. Paris : Librairie Larousse. 20 p. [Cote AD80 : 4°154]

CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE, 1980. *Le tourisme en Picardie*. Amiens : CRDP. 48 p. [Cote AD80 : 4°471]

COMITÉ RÉGIONAL DU TOURISME DE PICARDIE, 1978. *Picardie. Loisirs-accueil. France 1978*. 1^{re} éd. Amiens : Yvert et Tellier. 32 p. [Cote AD80 : BR1124]

FAURÉ, Monique, NOSARI, Jacques, PECHMÈZE, Gérald, 1978. *La Picardie touristique*. Ex-libris manuscrit de la paroisse Notre-Dame d'Amiens. 1^{re} éd. Paris : Larousse. [Cote AD80 : BIB DA 5708]

OFFICE DE TOURISME D'AMIENS, 1969. *Le Pays de Somme. Guide touristique, historique et économique de l'Office de tourisme de la Somme*. 1^{re} éd. Amiens : Office de tourisme. 144 p. [Cote AD80 : BR3144]

POLITIQUES SCOLAIRES :

CHAPOULIE Jean-Michel, 2010. *L'École d'État conquiert la France : Deux siècles de politique scolaire*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 614 p. [Cote AD80 : 8°4985]

CONDETTE Jean-François, 2015. *Les Chefs d'établissement : Diriger une institution scolaire ou universitaire XVIIe-XXe siècle*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 362 p. [Cote AD80 : 8°5671]

POUCET Bruno [dir.], 2001. *La loi Debré. Paradoxes de l'état éducateur ? Actes du colloques d'Amiens des 9-10 septembre 1999*. 1^{re} éd. Amiens : C.R.D.P. 273 p. [Cote AD80 : 8°3385]

POUCET Bruno, 2011. *L'État et l'Enseignement privé : l'application de la loi Debré (1959)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes. 368 p. [Cote AD80 : 8°5220]

ÉDUCATION NATIONALE : HISTOIRE DE LA FORMATION / APPRENTISSAGE / ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Anonyme, 1984. *Association pour la formation du personnel des industries de la Somme*. Amiens : Evrard. 10 p. [Cote AD80 : BR4654]

BODÉ Gérard, 2002. *L'enseignement technique de la Révolution à nos jours*. 2 Tomes. 1^{res} éd. Paris : I.N.R.P. 618 p. [Cote AD80 : 8°3736/1 et 8°3736/2]

BRUCY Guy, 1998. *Histoire des diplômés de l'enseignement technique et professionnel (1880-1965). L'État, l'École, les Entreprises et la certification des compétences*. 1^{re} éd. Paris : Belin. 285 p. [Cote AD80 8°3147]

CARRIER-REYNAUD Brigitte, 2006. *L'Enseignement professionnel et la formation technique du début du XIX^e au milieu du XX^e siècle*. 1^{re} éd. Saint-Étienne : Université de Saint-Étienne. 157 p. [Cote AD80 8°4289]

CHARMASSON Thérèse, 2005. *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*. 1^{re} éd. Paris : CTHS. 299 p. [Cote AD80 : 8°4092]

DEBRÉ Michel, 1962. *Bilan : 8 janvier 1959 au 14 avril 1962*. Paris : éd. G. Lang. 47 p. [Cote AD80 : BR1482]

LEBEAUME Joël, 2014. *L'Enseignement ménager en France : Sciences et techniques au féminin 1880-1980*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 263 p. [Cote AD80 : 8°5465]

LEMBRÉ Stéphane, 2013. *L'École des producteurs : Aux origines de l'enseignement technique, 1800-1940*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 339 p. [Cote AD80 : 8°5384]

POUCET Bruno, 1998. *Entre l'Église et la République. Une histoire de la fédération, de la formation et de l'enseignement privés CFDT*. 1^{re} éd. Paris : éd. de l'Atelier. 252 p. [Cote AD80 : 8°3049]

PROST Antoine, 2014. *La Formation des maîtres de 1940 à 2010*. 1^{re} éd. Rennes : Presses universitaires de Rennes. 294 p. [Cote AD80 : 8°5590]

RAMANANTSOAVINA Vienny, 1966. *La formation professionnelle des adultes dans le département de la Somme*. Mémoire de stage. Paris : Institut des Hautes-Études d'Outre-Mer. [Cote AD80 : BR1842]

ÉQUIPEMENT SCOLAIRE ET SPORTIF

CHÂTELET Anne-Marie, LE CŒUR Marc (sous la direction de), 2004. *L'architecture scolaire : essai d'historiographie internationale : dossier, Histoire de l'éducation*. 306 p. 1^{re} éd. Lyon : I.N.R.P. 306 p.

CHAMBIER Mathilde, 2018. *L'évolution de l'architecture scolaire : évolution de l'enseignement, évolution des bâtiments*. Mémoire de master. Besançon : E.S.P.É. [En ligne]
[<https://hal-univ-fcomte.archives-ouvertes.fr/hal-02379065/document>]

DERIQUE Claude, n.d.. *La politique d'équipement sportif et socio-éducatif en Picardie*. Mémoire de stage E.N.A. [Cote AD80 : BR 923]

LAINÉ Michel, 1996. *Les constructions scolaires en France*. 1^{re} éd. Paris : PUF. 239 p.

LE COEUR Marc, 2005. *L'architecture et l'installation matérielle des lycées. La réglementation et sa mise en œuvre (1802-1940)*. In : *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire* [en ligne]. Paris : I.N.R.P. [https://www.persee.fr/doc/inrp_0000-0000_2005_act_28_1_9264]

LUQUET Jean, [1987]. *Archives de l'Équipement 1940-1987. État des versements des administrations centrales aux archives nationales*. 1^{re} éd. Paris : M.E.L.A.T.T. 15 p. [Cote AD80 : 4°1137]

SAVOIE Philippe, 2013. *La Construction de l'enseignement scolaire, 1802-1914*. 1^{re} éd. Lyon : ENS. 502 p. [Cote AD80 : 8°5487]

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

1. PATRIMOINE ET TOURISME

APPELLATIONS DES RUES :

34W2 à 5 : appellations des rues des communes et bâtiments publics de la Somme : arrêté, délibération (1948)

34W6 : changement d'affectation de lieux-dits, nouvelles appellations de rues (1941-1949).

34W72 à 74 : changement des noms de rues et établissements (1946-1975).

MONUMENTS HISTORIQUES :

57W : Travaux aux monuments historiques (1940-1960).

1145W : Affaires culturelles : monuments historiques, objets, mobiliers (1931-1985)

1189W : Dossiers soldés et annulés concernant la restauration des édifices culturels non classés, non inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (1979-1984).

1234W : Affaires culturelles : arrêtés concernant les monuments historiques, commission départementale des objets d'arts (1942-1988)

1287W : Monuments historiques : programmes (1953-1992).

1344W : Restauration d'édifices culturels et de monuments historiques (1987-1993).

1348W : Équipement communal : subventions pour l'installation de l'électricité dans les monuments historiques (1979-1993).

1400W : Travaux aux monuments historiques de l'Aisne (1930-1999)

1401W : Travaux aux monuments historiques de l'Oise (1932-2001)

1402W : Travaux aux monuments historiques de la Somme (1913-2001)

1418W : Travaux aux monuments historiques, voirie et assainissement (1979-1999)

ARCHITECTES :

9W : Fonds de l'architecte Évrard : dossiers de construction et de reconstruction (1947-1975).

7W : Fonds Herdebault, architecte D.P.L.G. (1942-1977)

8W : Fonds Herdebault, dossiers de dommages de guerre (1940-1972).

1076W : Ministère de la Reconstruction et de l'urbanisme (M.R.U.), délégation de la Somme : procès-verbaux des réunions sur la reconstruction d'Amiens, et Abbeville, procès-verbaux des

réunions de la commission départementale de la reconstruction, des réunions d'architectes en chef, de chefs de services, avec tables des matières des procès-verbaux de réunion. (1946-1950)

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ARTS :

1109W : Arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire (1979-1983)

1073W : Affaires culturelles départementales (1942-1983)

DOMMAGES DE GUERRE :

8W : Fonds Herdebault, dossiers de dommages de guerre (1940-1972).

61W : Communes, conseils municipaux : Bâtiments et mobiliers : dossiers de dommages de guerre (1939-1968).

1058W : Budgets départementaux des bâtiments départementaux (1940-1979)

1272W : Dossiers des immeubles publics (1939-1945)

1274W : Dossiers des établissements industriels et commerciaux (1939-1945)

RECONSTRUCTION :

70W : Plans de reconstruction et d'urbanisme (1941-1965)

71W : Archives de la Direction des dommages de guerre du Ministère de la Reconstruction (1909-1977).

TOURISME :

24W2 : Comité régional du tourisme (1957-1964).

1060W : Plan d'action touristique (1966-1981).

1326W : Commission départementale de l'action touristique (1959-1989).

24W85 : Concours des villes et villages fleuris : coupures de presse, correspondance (1959-1966)

2. AFFAIRES SCOLAIRES

POLITIQUES SCOLAIRES

31W : Cabinet, dossiers relatifs à l'Éducation nationale et à l'enseignement public (1940-1974).

64W286, 287, 294, 297, 397, 408, 460, 466, 493, 541, 559 : Organisation de la carte scolaire (1960-1975).

64W500, 546 : Projet de création de l'Académie d'Amiens (1962-1970).

101W : Projet de création de l'Académie d'Amiens (années 1970).

980W : Dossiers relatifs à l'éducation nationale, à la jeunesse et aux sports (1963-1974).

1001W26 : Délégation départementale de l'éducation nationale (1965-1977).
1070W : Dossiers relatifs à l'éducation nationale (1956-1962).
1139W : Dossiers relatifs à l'Enseignement (1967-1986).
1148W : Dossiers relatifs aux affaires scolaires départementales (1959-1985).
1218W : Dossiers relatifs à l'Enseignement (1950-1988).
1230W21 : Conseil départemental de l'enseignement primaire ; affaires scolaires : planification scolaires (1886-1988)
172REV : Bulletin de l'enseignement primaire du département de la Somme (1940-1953)

ÉQUIPEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES :

21W458 : Constructions scolaires, enquêtes sur les problèmes rencontrés dans la Somme : note, correspondance (1954).
24W36 : inaugurations de bâtiments communaux y compris scolaires (1960-1966).
34W10 : Programme quinquennal de reconstruction : tableau récapitulatif d'exécution de travaux, rapport, note, correspondance (1954-1964).
34W12 : équipement urbain et constructions scolaires (1960)
34W42 : Constructions scolaires dans le premier degré : tableau (1955-1957).
34W65 : Indemnisation des dommages d'occupation, subventions pour les établissements d'enseignement privés (1862-1956).
46W2 : Travaux des collectivités locales, constructions d'établissements scolaires, état des besoins des communes (1957-1961).
48W31 : recensement des établissements scolaires (1950-1957).
57 W : Travaux aux équipements scolaires, dossiers d'instituteurs (1940-1960).
57W5 : Comité départemental des constructions scolaires (1933-1953).
59W : Direction des affaires financières et tutelles des communes : dossiers relatifs aux établissements scolaires des communes (1940-1968).
62W14 : Comité départemental des constructions scolaires (1966-1967).
64W27 : Équipement scolaire et universitaire, équipement culturel (1962-1965).
64W101 : Plan d'équipement scolaire (1966).
64W31, 107, 131, 133, 194, 258, 259, 265, 270, 271, 298, 370, 371, 458, 467, 471, 477, 485, 487, 491, 502, 517, 525, 533, 538 : constructions scolaires et universitaires dans la Somme (1961-1971).
64W178, 182, 436 : Rénovations des locaux scolaires du 2e degré (1966-1970).
1022W29 : Installation du chauffage dans les locaux scolaires (1960-1961).
1034W8, 20-23 : Constructions scolaires dans la Somme (1957-1980).

1034W55-57 : Investissements dans les constructions scolaires (1973-1980).

1064W : Travaux aux établissements scolaires du département (1950-1964).

1065W : Travaux aux écoles et établissements scolaires, équipements scolaires et socio-éducatifs (1963-1970).

1092W : Direction des affaires scolaires, culturelles et sportives : subventions aux écoles, allocations scolaires, organisation des transports scolaires, travaux aux locaux scolaires du premier degré, création de classes avec le concours de l'établissement public régional (1959-1982).

1108W : Direction de l'éducation et du sport : travaux aux équipements sportifs des établissements scolaires (1959-1982).

1108W16, 17, 23 : Constructions scolaires, aménagement de classes de primaires ; travaux de grosses réparations et d'aménagements aux écoles (1971-1982).

1115W : Direction des affaires scolaires, culturelles et sportives : travaux aux établissements scolaires du premier degré, aides aux communes pour les équipements sportifs (1955-1983).

1137W : Direction des affaires scolaires, culturelles et sportives : travaux aux établissements scolaires du premier degré, entretien du mobilier scolaire (1953-1985).

1304W31 : Participation du département de la Somme dans l'équipement des collèges d'enseignement secondaires, techniques et généraux (1964-1967).

1130W : service des collectivités et établissements publics locaux : dossiers relatifs aux établissements scolaires (1965-1980).

1239W : Direction des affaires scolaires, culturelles et sportives : équipement scolaire (1985-1989).

79J : Fonds de l'agence d'architecture Devillers : construction ou extension des écoles et groupes scolaires de la Somme (1945-1995).

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS :

54W91-92 : équipements sportifs et socio-éducatifs (1962-1970).

64W31, 291-292 : équipement sportifs et socio-culturels : répartition des prêts (1968-1970).

980W1, 41, 53, 55, 59, 62, 63, 64, 75, 79, 80, 81, 82, 83, 116, 119 : Investissements pour la jeunesse et le sport dans l'éducation nationale (1960-1970).

1108W9 : Équipement sportif : frais de fonctionnement de la Direction départementales de la Jeunesse des sports et des loisirs (1979).

1201W : Direction des affaires scolaires, culturelles et sportives (1967-1986)

1379W : Commission des affaires scolaires, culturelles et sportives (1964-1979).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE/ FORMATION PROFESSIONNELLE POST-SCOLAIRE :

12W10 : Formation professionnelle des adultes : subventions départementales, rapport (1946-1960)

19W4 : Formation des travailleurs, réglementation : circulaire, correspondance (1943-1946).

21W497 : Collèges d'enseignement technique, grèves : notes des renseignements généraux, correspondance, coupures de presse (1966).

24W21 : Centre départemental d'éducation ouvrière (CEEEO) : invitations, programmes, circulaires, coupures de presse, affiches (1957).

30W125 : Formation professionnelle, brevet de capacité technique, sports, organisation des examens (1948-1958).

57W44-45 : établissements d'enseignement technique et d'apprentissage dans la Somme (1940-1958).

60W128, 140-141, 146, 194 : Centre d'enseignement ménager post-scolaire agricole : frais de fonctionnement, budget (1950-1960).

64W449 : Formations publiques et privées (1969).

64W331, 333, 367 : Organismes formateurs (1970-1973).

1034W1 : Formations professionnelles, stages (1974-1977).

1093W : Direction des relations avec les services extérieurs de l'État : dossiers par communes de taxe d'apprentissage (1979-1982).

1112W : taxes d'apprentissage et circulaires sur l'apprentissage, financement des centres de formation des apprentis, statistiques sur l'emploi (1971-1981).

1126W : Dossiers individuels de demande d'aide à la formation professionnelle des adultes ruraux (1964-1977).

1172W : Délégation régionale à la formation professionnelle (1982-1984).

1205W : Dossiers relatifs à la formation professionnelle (1972-1982).

1265W : Dossiers d'agrément des maîtres d'apprentissage (1973-1986).

710PER : Bulletin de l'École supérieure de commerce de Picardie (1953-1955).

ENSEIGNEMENT PRIVÉ :

1014W44 : Enseignement technique et privé (1964-1971).

1145W19 : écoles privées : frais de scolarité (1976-1979).

1234W : Dossiers relatifs à l'enseignement privé (1942-1988).

864PER : L'Avenir de Picardie, bulletin trimestriel de l'enseignement libre dans la Somme (1952-1965).

44J1-129 : Fonds de la CFDT, enseignement privé (1959-1977).

CENTRE RÉGIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE :

1282W294 : Création d'un centre à Amiens [années 1960-1970].

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

I. PATRIMOINE et TOURISME (55 W 1 à 55 W 18)

1) Finances et administrations départementales.

Personnel départemental.

55 W 1 Architecte des Monuments historiques, nomination et rémunération : arrêté, note, minute, note de frais, correspondance (1924-1957). 19G24-1957

Conservateur des Antiquités et objets d'art, nomination : arrêté, note, cahier d'instruction, notes, correspondance (1935-1955).

Président du Conseil régional de l'Ordre des Architectes, élections : relevé de décision, barème des honoraires attribués aux architectes, note (1942-1945).

Vérificateur des Bâtiments Civils et Palais Nationaux, gestion du logement de fonction : correspondance (1945).

Architecte en chef des Monuments historiques, nomination : arrêté, correspondance, carton d'invitation, avis de concours (1947-1948).

Inspecteurs des Monuments historiques, nomination : arrêté (1941-1956).

Directeur de la première circonscription archéologique : circulaire, arrêté, correspondance (1942-1945).

Enseignement supérieur de l'Histoire, de la construction et de la conservation des monuments anciens, organisation du concours de recrutement : correspondance (1947).

Directeur de la première circonscription des Antiquités historiques, nomination : arrêté, note, correspondance (1954).

Direction de l'Architecture, attribution des conservateurs : circulaire, tableau (1956).

Inspecteur général des Monuments historiques, nomination : arrêté, correspondance (1957).

Réglementation des finances publiques.

55 W 2 Commissions départementales, instruction des demandes de crédits et subventions : répertoire, pièce comptable (1911-1957). 1911-1957

Frais de timbre et expédition des marchés, exonération temporaire des droits de timbres et d'enregistrement en faveur des marchés de l'État : correspondance, décret (1934-1941).

Financement des travaux de monuments n'appartenant pas à l'État gestion : correspondance (1943-1947).

Recensement des opérations d'investissement de l'État : fiche d'opération, fiche de mise à jour, correspondance, note (1946-1954).

Financement des travaux, réglementation : arrêté, minute, circulaire, décret, cahier des charges, marché public, documentation (1939-1957).

Classement chronologique

55 W 3-4 Subventions aux communes : comptes-rendus de sessions, devis, mandat, note, correspondance, rapport (1939-1957). 1939-1957

Classement par commune

55 W 3 Abbeville, hôtel Bail (1946-1947) ; hôtel particulier situé rue du Maréchal Foch (1954) ; église Saint-Sépulcre (1945-1946) ; ancien couvent des Ursulines (1946) ; église Saint-Vulfran (1945-1948) ; église Saint-Paul (1946-1947) ; église Saint-Gilles (1946-1955) ; porte cochère rue Saint-Gilles (1955) ; beffroi et salle de la Trésorerie (1955).

Ailly-le-Haut-Clocher, église (1946-1956).

Airaines, église Saint-Denis (1944-1946) ; église Notre-Dame (1945-1954).

Allery, église (1953-1955).

Amiens, Cathédrale Notre-Dame (1939-1955) ; Maison du Sagittaire (1943-1945) ; caves anciennes (1943-1955) ; abbaye Saint-Jean et ancien lycée (1943-1948) ; église Saint-Germain l'Écossais (1944-1955).

Argoules, Abbaye de Valloires (1953-1955).

Arrest, statue classée dans le cimetière communale (1945).

Becquigny, ancienne église (1951).

Berneuil, monument (1944).

Berteaucourt-les-Dames, église (1944-1954).

Bourdon, église (1945).

Bray-sur-Somme, église (1947).

Caix, église (1944-1953).

Cerisy-Gailly, église (1945-1946).

55 W 4

Cocquerel, église (1942).

Conty, église (1943-1944).

Corbie, abbaye (1946-1947) ; église (1947).

Davenescourt, église (1946).

Domart-en-Ponthieu, ancien rempart (1943).

Doullens, église Saint-Pierre (1945-1950).

Falvy, église (1947).

Feuquières-en-Vimeu, église (1944).

Fieffes, église (1954-1956).

Fontaine-sur-Somme, église (1945-1948).

Forest-l'Abbaye, chœur de l'église (1944).

Fouilloy, église (1943-1949).

Fourdrinoy, église (1955).

Frémontiers, église (1947).

Gamaches, église (1942).

Guerbigny, église (1947).

Ham, église (1949).

Hocquincourt, église (1947).

Huppy, église (1944-1955).

Liercourt, église (1944-1947).

Longpré-les-Corps-Saints, église (1950).

Luceux, Beffroi (1942-1945) ; château (1944-1949).

Mailly-Maillet, église (1954-1955).

Mareuil-Caubert, église (1944-1950).

Montdidier, église Saint-Sépulcre (1944-1946) ; église Saint-Pierre (1944).

Moreuil, château (1953).

Moyenneville, église (1944-1955).

Namps-au-Val (1944).

Oisemont, église (1953).

Péronne, Porte de Bretagne (1942-1944) ; château (1945) ; église Saint-Jean (1944-1946).

Picquigny, église Saint-Martin (1944-1956).

Piennes, église (1947).

Poix, église (1945-1957).

Rambures, château (1955).

Roye, église (1945).

Saint-Riquier, église (1937-1957) ; Tour Margot (1955).

Saint-Valéry-sur-Somme, porte de Nevers (1945-1947) : tour Guillaume (1946).

Sénarpont, église (1944).

Thoix, calvaire (1954-1955).

Tilloloy, église (1946-1948).

Vismes-au-Val, église (1950).

2) Monuments historiques.

Classement, inscription.

55 W 5 Législation : cahier d'instructions, note, extrait du Journal Officiel du 3 mai 1940 (n.d.-1940). 1940-1946

Ouverture de l'instance de classement : circulaire, note (1940).

Liste (1943 ; 1946).

55 W 6 Instruction des demandes : circulaire, arrêté, demande d'avis, rapport d'architecte, fiche de recensement des édifices anciens de la France, plan, photographie, coupure de presse, extrait de loi (1932-1957). 1932-1957

Classement par commune

Abbeville, hôtel Bail (1943-1945) ; façades de maison située place de Cerisy et rue Saint-Gilles (1941), refuge de l'Abbaye du Bard, rue Barbafest (1945) ; hôtel de sous-préfecture (1954)

Aigneville, hêtraie située à Angerville-La-Martel en Normandie appartenant aux propriétaires du Château de Courcelles (1944).

Amiens, caves anciennes (1943) ; rives appartenant à la famille Cosserat situées à Moulineaux (Seine) (1944) ; La Malmaison (1945) ; allée de peupliers

ayant appartenu aux héritiers Vagniez, quartier du Faubourg-de-Hem (1947-1949) ; Square René Goblet (1949) ; parc zoologique de la Petite-Hotoie (1954) ; immeuble situé rue des Otages appartenant à Gérard de Berny (1954) ; ancienne chapelle des Sœurs-Grises (1946) ; terrains dits *de Bultel* et *Tellier-Maillet* situés rue de Mercey (1948) ; parc privé situé rue des Gloriettes (1954).

Ault, Massif des Trois-Pignons appartenant à un Aultois situé à Milly (Manche) (1943).

Baie de Somme (1953).

Bettencourt-Rivière, église de Rivière (1946).

Bray-lès-Mareuil, église (1932).

Coulouvillers, église (1954).

Gueschart, église (1946).

Lille, façades et toiture d'immeuble appartenant à M. de Bats de Cugnac demeurant à Amiens (1944).

Long, château (1950).

Péronne, fortifications de la Porte de Bretagne (1943).

Péronne, Doingt-Flamicourt et Mont-Saint-Quentin : liste des immeubles protégés (1957).

Quesnoy-sur-Airaines, église (1946-1947).

Saint-Germain-sur-Bresle, église et clocher (1954).

Saint-Valéry-sur-Somme, remparts de la ville : correspondance (1946) ; site situé à Rueil-Malmaison appartenant à un valéricain (1947) ; église Saint-Martin (1947).

Sénarpont, église (1944).

Somme, souterrains refuges ayant servi d'abris aux populations (1944).

Vauchelles-lès-Domart, château (1945).

Protection.

55 W 7 Rôle de l'architecte départemental : minute, correspondance (1945-1947). 1944-1958

Amiens, cathédrale Notre-Dame, nomination, rémunération et indemnités des gardiens et gardiens auxiliaires : décret, arrêté, mandat de paiement, circulaire, cahier de suivi des salaires,

bulletin de paie, cahier de suivi de la sécurité sociale et des prestations familiales, état des sommes à payer, état des honoraires (1944-1958) ; parc de l'Évêché. École Supérieure de Commerce. Restaurant universitaire, protection contre un arbre menaçant de tomber : correspondance (1955) ; rue Saint-Maurice, arbres longeant le cimetière de la Madeleine, signalement : correspondance (1956).

Beauquesne, protection du clocher menaçant de s'écrouler : arrêté municipal (1953).

Contay, assurance incendie de l'église : correspondance (1944).

Huppy, assurance incendie de l'église : courriers (1953).

Luchaux. Vente immobilière, protection et classement du domaine : arrêté, correspondance, note, documentation (1942).

Classement par commune

- 55 W 8** Longpré-lès-Corps-Saints. Mailly-Maillet. Saint-Blimont. Saint-Riquier. Vignacourt, signalement auprès des Monuments historiques : correspondance, photographie, note, procès-verbal, plan (1947-1956). 1947-1956
Classement chronologique

Seconde Guerre mondiale et dommages de guerre.

- 55 W 9** Amiens. Cathédrale, droit d'accès à la FeldKommandantur : correspondance (1944) ; droits de visites : correspondance, note (1941) ; mesures de sécurité et circulation à proximité de l'édifice : arrêté, correspondance (1934-1945). Réquisition pour le logement des réfugiés : correspondance (1944). 1934-1945

Rambures, occupation du château par les Allemands : minute (1944).

Classement chronologique

- 55 W 10** Mesures de conservation préventive des pièces archéologiques et éléments d'architecture et de sculpture des édifices classés ou inscrits pouvant présenter un intérêt : circulaire, liste des monuments touchés, liste de communes touchées, note manuscrite, correspondance (1940-1941). 1940-1954

Personnel compétent requis pour déminer les monuments endommagés par les obus : arrêté, correspondance, notes (1941).

Abbeville. Église Saint-Vulfran, protection : minute, notes, correspondance (1941).

Argoules, mise en place d'écriteaux d'interdiction d'entrer dans le château : correspondance, note (1943).

Monuments sinistrés par la Guerre. Objets en bronze enlevés pour être fondus : liste des communes concernées (1945). Propriétaires de monuments classés ou inscrits, dépôt de déclaration de sinistres : communiqué de presse (1946).

Pont-Rémy, mise à l'abri des vitraux de l'église : correspondance

(1947).

Englebelmer, demande de renseignement sur un objet classé déplacé pendant la Guerre : correspondance (1954).

Classement chronologique

55 W 11

Dommages de guerre aux monuments : extrait de registre aux délibérations, pièce comptable, correspondance, note.

1942-1954

Classement par commune

Abbeville. Église Saint-Gilles (1942) ; Beffroi (1945) ; Collégiale Saint-Vulfran (1943-1955).

Airaines. Église Saint-Denis (1941) ; Château de Ponthieu (1942).

Amiens. Stalles de la Cathédrale Notre-Dame (1948) ; Maison du Sagittaire (1953-1954) ; Hôtel-Dieu (1942) ; ancienne abbaye Saint-Jean (devenu lycée de garçons, aujourd'hui espace Dewailly) (1943) ; porte d'entrée rue Saint-Jacques de la caserne Stengel (1941) ; fontaine Saint-Jacques (1943) ; Logis du Roy (1941).

Arry. Château (1944).

Béhen. Église (1945-1946).

Bourdon. Croix en grès (1943).

Contay. Verrière de l'église (1946).

Doullens. Église Saint-Pierre (1955).

Fouilloy. Église (1942).

Frohen-le-Petit. Église (1945).

Ham. Église (1944).

Hangest-sur-Somme. Église (1947).

Huppy. Église (1952) ; Château (1954).

Longpré-les-Corps-Saints. Église (1943).

Mareuil-Caubert. Église (1944).

Montdidier. Église Saint-Pierre et Saint-Sépulcre (1946-1947).

Namps-au-Val. Église (1944).

Rue. Beffroi (1947) ; chapelle de l'Hospice (1946).

Saint-Riquier. Église (1947).

Vismes-au-Val. Église (1947-1949).

55 W 12 Amiens. Commission des Vestiges, création : circulaire, liste des membres, compte-rendu de réunion. 1947-1948
Classement chronologique

Correspondance et sollicitations.

55 W 13 Monuments historiques, demandes diverses : fiche d'enquête, correspondance, extrait de registre aux délibérations, minute (1941-1953). 1941-1954
Classement chronologique

Ham, enquête sur les monuments classés de la commune (1941).

Châteaux restaurés de la Somme, demande de renseignements (1943).

Délégation Générale à l'Équipement national, demande d'informations sur les sites classés de la Somme (1944).

Restauration des monuments, enquête des autorités américaines (1944-1945).

Abbeville, découverte de monnaies anciennes lors de fouilles archéologiques (1947) ; ancien couvent des Ursulines, destruction des derniers vestiges (1947).

Nesle-l'Hôpital, inscription éventuelle de l'église (1947).

Beauval, demande d'informations sur la construction d'une citerne (1948).

Éclusier-Vaux, demande d'information sur le cimetière (1948).

Candas, projet d'électrification de la commune (1950).

Doullens, implantation d'une usine (1950).

Guerbigny, état de l'église (1952).

Paris. Maison Michelin, demande d'information sur l'illumination des monuments (1953).

Dieppe. Avenir Normand Publicité, demande d'informations sur les monuments de la commune (1953).

Bois-Colombes, demande d'information (1953).

Morcourt, demande concernant les monuments classés de la commune (1953).

Amiens. Cathédrale, demande d'information sur une statue classée (1954).

3) Commission des Sites.

55 W 14 Instruction des demandes : communiqué, correspondance, photographie, compte-rendu de réunions, procès-verbal de séance, extrait du registre aux délibérations, plan (1943-1954). 1935-1954

Classement par communes

Amiens, parc privé sis au 1 rue des Gloriettes et Promenade de la Hotoie (1943) ; immeuble sis rue du Hocquet (1949-1950) ; ensemble urbain sis boulevard de Chateaudun (1949). Bacouël, abords de l'église (1943).

Belloy-sur-Somme, vue sur la vallée de la Somme et de Picquigny (1949).

Le Crotoy, la Butte du Moulin (1936-1954). ;

Enghien-les-Bains et Saint-Gratien, lac et ses abords (1943).

Territoires de la commune de Fouilloy, mémorial national australien de Villers-Bretonneux (1938-1939).
Plan disjoint (voir cote 55 W_CP_14/1)

Ligescourt à Vironchaux, allée d'arbres (1945).

Luchaux, abords du château et du beffroi (n.d.).

Mailly-Maillet, marronniers sur la place publique (1935-1938).

Moreuil à Dieppe, Route nationale n°320 (1949-1950).

Nesle, abords du cimetière (1947).

Querrieu, le Rond-Point du Bois (1935-1938).

Quevauvillers, château, église et centre du village (1943).

Sains-en-Amiénois, place de l'église (1943).

Saint-Valéry-sur-Somme, digues (1942).

Vauchelles-lès-Authie, groupe de tilleuls au lieu-dit « La Chapelle » (1949-1950).

Villers-Bretonneux, abords du cimetière (1947).

Dénomination des rues

55 W 15 Commission des Sites, réunions : procès-verbal de séances, correspondance, note (1947-1969). 1947-1969

Tully. Impasse Gagarine, procédure : correspondance, extrait de registre aux délibérations, notes (1962-1965).

Classement chronologique

4) Tourisme.

Plan départemental d'équipement collectif.

55 W 16 Commissions consultatives départementales, fonctionnement : liste des communes présentant un intérêt touristique, circulaire, note, minute, enquête, dossier d'instruction (1951). 1951-1961

Modernisation et équipement : courrier, relevé de travaux d'équipement, circulaire, compte-rendu de réunion, dossier de proposition d'aménagement par arrondissements, dossier d'instructions concernant les campings, circulaire de 1957 sur l'aménagement des routes « touristiques » (1951-1957).

Bilan : rapport (1958, 1959, 1960, 1961), questionnaire (1958), note concernant les stations balnéaires de Mers-les-Bains et Ault-Onival, correspondance, note sur l'importance de l'industrie hôtelière (1960).

Classement chronologique

Centre touristique à Rue.

55 W 17 Rue, création : extrait de registre aux délibérations (1953). 1953

Concours des villes et villages fleuries

55 W 18 Concours et Campagne, organisation : circulaire, règlement (1960-1961). 1960-1962

Jury départemental, composition : compte-rendu de séance, note, correspondance, convocation, itinéraire, (1960-1961) ; résultat de la sélection départementale : correspondance, procès-verbal (1961) ; convocation des membres (1961), publicité : note pour la presse, dépliant de conseil aux maires et conseils pratiques, article de presse (1961-1962).

Subventions, rétributions et prix, instruction : rapport, circulaire, correspondance, liste des prix, mandat de subventions, documentation (1960-1961).

Participation nationale, listes : des communes, des gares, des bureaux de douane (1961).

Candidats dans la Somme : liste des communes participantes, liste des refus, compte-rendu de réunion, article de presse (1961).

Palmarès : liste des gagnants, extrait de registre aux délibérations, article de presse, note, correspondance, tableau de résultats, liste des diapositives sélectionnées pour le concours (1961).

Diplômes : lettre d'attribution, catalogue, exemple de diplôme d'Hangest-en-Santerre (1961).

Classement chronologique

II. AFFAIRES SCOLAIRES (55 W 19 – 55 W 32)

1) Affaires générales.

Instances décisionnaires.

55 W 19 Conseil départemental de l'Enseignement primaire, organisation : composition des membres, compte-rendu de séances, ordre du jour, invitation, avis ministériel, liste des médaillés de l'instruction primaire (1939-1943). 1939-1960

Enseignants, discipline : lettre d'avis au conseil (1960) ; autorisation d'exercice : extrait de délibérations, liste des enseignants en droit d'exercer, correspondance (1954-1955).
Classement chronologique

Centre départemental de Documentation Pédagogique de la Somme.

55 W 20 Création : note, projet de dépenses, article de presse, état des dépenses, correspondance (1958-1961). 1958-1961
Classement chronologique

Loi Barangé du 28 septembre 1951.

55 W 21 Application : frais de gestion (1951). 1951-1960

Répartition des fonds réservés aux œuvres éducatives : rapport, circulaire, procès-verbal de séances de la commission départementale, justificatif de dépenses et recettes, extrait du Journal Officiel, recueil des actes administratifs, tableau de répartition des fonds, publicité, correspondance (1951-1965).

Folleville, demande de subvention pour le fonctionnement de l'école mixte : rapport du préfet, décret, correspondance concernant la présence dans l'école d'enfants provenant de l'Orphelinat Saint-Vincent-de-Paul, liste des élèves et des orphelins (1951-1952).

Crédits répartis aux communes : procès-verbal de séance, arrêté, tableau de répartition, fiche récapitulative, correspondance, avis (1957-1960).
Classement chronologique

2) Construction scolaire.

55 W 22 Financement : fiche, état des élèves inscrits dans l'école, courrier de demande et réponse, lettre de rejet, correspondance (1952-1955). 1953-1961

Subventionnement : liste des communes concernées par arrondissements ou par types de réparation, liste des communes ne pouvant pas payer les travaux, correspondance (1953-1961).

Installation de l'eau : correspondance (1954-1955) ; désignation des vérificateurs des travaux (1955).

Vron, projet de construction de l'école : programme de

construction de l'école, extraits de registre aux délibérations, demandes d'agrément d'architecte, notice explicative des travaux réalisés, plan, devis, correspondance (1949-1951).

Plan disjoint (voir cote 55 W_CP_22/1)

Montdidier, financement des travaux par la Société nationale des chemins de fer français : correspondance, délibération (1955).

Classement chronologique

3) Jeunesse et Sports.

Plan de modernisation et d'équipement de l'enseignement secondaire, complémentaire et universitaire.

55 W 23 Application : rapport d'exécution de 1959, 1960 et 1961 (1959-1962). 1959-1966

Financement des petites installations sportives : notification de délégation d'autorisation de programme, notification de promesse de subvention, proposition de répartition des crédits aux collectivités publiques, arrêté, compte-rendu d'emploi, modèle d'arrêté de paiement, organigramme (1959-1961).

Groupements sportifs, recensement de l'aide apportée en 1960 et 1961 : état individuel établi par les communes, liste de ces communes indiquant les sommes allouées pour chacune d'elles et récapitulant le montant total des subventions versées sur le plan communal aux organisations sportives, état récapitulatif par sport, état des subventions allouées par le département au titre des activités sportives (1960-1961).

Comité départemental des constructions et équipements des établissements scolaires, centres sportifs et clubs de loisirs, réunion du 9 février 1966 : ordre du jour (1966), exposé d'avant-projets des communes d'Albert, Acheux-en-Amiénois, Amiens, Bayonvillers, Bouvaincourt-sur-Bresle, Cramont, Domart-en-Ponthieu, Fressenneville, Friville-Escarbotin, Gamaches, Montdidier, Morlancourt, Péronne, Poix, Rainneville, Rosières-en-Santerre, Rue, et Vers-sur-Selle (1966), procès-verbal d'estimation (1965), plan (1966), compte-rendu de réunion (1965-1966), correspondance (1965-1966).

Classement chronologique

Travaux aux équipements sportifs.

55 W 24 Abbeville. Terrain de hockey du « Sporting-Club-Abbevillois » au stade Paul Deliquie, aménagement : arrêté, subvention, correspondance, devis, plan (1961). 1957-1963

Amiens. Tennis-club municipal, courts situés boulevard de Beauvillé à Amiens : acompte de versement, arrêté de subvention, contrôle technique, correspondance, rapport du subdivisionnaire (1956-1958); Garage du club de sport nautique, boulevard du Cange : arrêté de versement de subvention, rapport du subdivisionnaire, devis, correspondance (1957-1958); Stand de tir au lieu-dit « La Fontaine des

Frères », aménagement : contrôle et avis technique, arrêté de subventions, état des travaux exécutés et des sommes payées, mémoire de travaux, facture, plan, feuille de détachement des ouvriers employés aux travaux (avec liste nominative) (1960) ; Association des « Paralysés de France » sis au n°5 rue du Pinceau. Salle d'activités au foyer pour 15 enfants, aménagement : devis descriptif et estimatif, plan de masse et de situation, statut de l'association (1964).

Plans disjoints (voir cotes 55 W_CP_24/1 ; 55 W_CP_24/2 ; 55 W_CP_24/3 et 55 W_CP_24/4)

Cambron. « Société les tireurs de Cambron ». Stand de tir, construction : arrêté, devis, facture, solde, correspondance, dossier d'avant-projet, plan, rapport (1960-1961).

Conty. Terrain de football, aménagement : arrêté, proposition de versement de subvention, certificat d'avancement et de contrôle technique des travaux, procès-verbal de réception définitive, avant-projet, fiche financière (1957-1958).

Franvillers. Terrain de balle au poing destiné aux enfants, aménagement : arrêté, état des dépenses, proposition de versement et de subvention, extrait de registre aux délibérations, correspondance (1958-1959).

Hérissart. Terrain de balle au poing sur la Grande Place, aménagement : arrêté, état des dépenses, ampliation, plan, délibération, communiqué, correspondance, rapport du subdivisionnaire (1961-1963).

Plan disjoint (voir cote 55 W_CP_24/5)

Longpré-les-Corps-Saints. Terrain de sports, aménagement : état des dépenses, arrêté, demande de subvention, certificat de paiement (1960-1963).

Plan disjoint (voir cote 55 W_CP_24/6)

Moreuil. Association "Les Éclaireurs de France". Local sur un terrain sis « au Bois des Pins », aménagement : avis, arrêté, rapport du subdivisionnaire, devis, correspondance, plan (1962-1963).

Classement alphabétique par commune

4) Établissements privés

Loi Debré du 25 décembre 1959.

55 W 25	Application, subventions de l'État aux établissements privés : liste des établissements subventionnés, compte-rendu des commissions permanentes (copies), compte-rendu des commissions locales professionnelles, arrêté, dossier de demande de subventions (contenant des programmes de cours, des livrets, et carnets de fréquentation scolaire et parfois un inventaire du matériel), circulaires, correspondance (1957-1960).	1957-1960
----------------	--	-----------

Classement chronologique par communes

5) Enseignements technique et post-scolaire.

- 55 W 26** Comité départemental, réunions : compte-rendu, rapports, jugement rendu, ordre du jour, note, invitation, circulaire, correspondance (1954-1960). 1954-1960
- Commissions permanentes, réunions : compte-rendu de réunion, ordre du jour, circulaire, note, correspondance (1955-1959).
- Conseillers de l'enseignement technique, nomination : liste de 1959 et 1962 (1959-1962).
- Cours professionnels, conception : vœux, correspondance (1957).
- 55 W 27** Instances consultatives, réunions : compte-rendu de réunions, rapport, jugement rendu, ordre du jour, note, invitation, circulaire, correspondance (1954-1958). 1954-1959
- Petits employeurs, perception de la prime : tableau de l'année 1954, 1956, 1958 et 1959 ; répartition de la prime : tableau de 1956 et 1957.
- Apprentissage*
- 55 W 28** Création de centres : correspondance, liste des établissements créés, compte-rendu de réunion (1959). 1959
- Société Industrielle d'Amiens. École de métiers : tableau de l'effectif prévisionnel, programme des enseignements (1959).
- Examens*
- 55 W 29-30** Certificat d'Aptitude professionnelle (CAP) et brevets professionnels : procès-verbal, notation, liste nominative des lauréats. 1957-1963
- Classement par année scolaire*
- 55 W 29** Sessions 1957-1958-1959-1960.
- 55 W 30** Sessions 1961-1962-1963.
- Taxe professionnelle*
- 55 W 31-32** Exonérations : dossier de demandes par ordre alphabétique, reçu, extrait de quittance, reçu de déclaration de recette et de versements envoyés par les écoles et centres d'apprentissage, correspondance (1961). 1961
- Classement alphabétique par nom de famille et/ou d'entreprise*
- 55 W 31** A à I
- À la Belle Indienne*, magasin de tissu, rue Gresset ;
À la Japonaise, magasin de tapis, rue Duméril ;
À la ville de Besançon, horlogerie-bijouterie, rue de Noyon ;
Amiens Et Malsergent (ou A.E.M.), garage, rue Jean Jaurès ;
Amiens Faïence, verrerie, place Gambetta ;
Anciens établissements Saint-Martin, manufacture de confection en textile, rue Porion ;
Andelin et Compagnie SARL, entreprise d'électricité,

rue Lesueur ;
Andelin René, magasin d'appareils électriques et électroniques, rue des Trois Cailloux ;
Andrieux Robert, boulangerie, rue de l'Union ;
Anzin Bailland, charbonnier, Quai Charles Tellier ;
Aranias Denise, atelier de confection, rue Porion ;
Arniaud Victor, magasin de cycles et motos, rue Albert Roze ;
Artima, magasin de jouets, rue de Beauvais ;
Association charbonnière de Picardie, charbonnerie, boulevard Alsace-Lorraine ;
Asquin Marcel, imprimerie, boulevard des Fusillés ;
Aubert Jean, horlogerie-bijouterie, rue des Chaudronniers ;
Audegond Henri, société de transports, rue Albéric de Calonne ;
Autobus Artésiens (Les), société de transports en commun, rue de l'Oratoire ;
Auto-Picardie, garage, route de Paris ;

Bailleul André, fromagerie, rue Pointin ;
Bailleul Bertrand, atelier de maçon, rue Jean Moulin ;
Balle Marcel, boulangerie, rue de Vignacourt ;
Bance frères, magasin de chaussures, place Gambetta ;
Bastien Henri, boulangerie-pâtisserie, rue Saint-Leu ;
Baudard et Fils, entreprise de serrurerie, rue Saint-Honoré ;
Bataille et Fils, entreprise spécialisée dans le bâtiment, rue Eloi Morel ;
Beaucamps et Fils, usine de fabrication de navettes, rue Emmanuel Bourgeois ;
Beaugez et Fils, bijouterie-horlogerie, rue de la République ;
Behague Pierre, entreprise de couverture de toits, boulevard Thiers ;
Bellenguez et Cie, magasin et ateliers spécialisés dans les cycles et accessoires, rue Albéric de Calonne ;
Belette F., serrurerie, rue de l'Amiral Courbet ;
Bellin Louis, magasin et usine de carrelages et revêtements, rue Saint-Fuscien ;
Benard Anne-Marie, magasin de confections, rue Alexandre Fatton ;
Benoit et Cie, entreprise de teinture et apprêts, rue de Mai ;
Benoit René, entreprise de plâtriers, rue Saint-Roch ;
Bergeron Louis, clinique chirurgicale, rue Saint-Fuscien ;
Bermaho Anciennes entreprises Moles, entreprise de charpentiers, rue Edmond Rostand ;
Bernaud Léon, pharmacie, rue Jean Catelas ;
Bernard Émile, boucherie, rue des Augustins ;
Bernier Marie, atelier d'héliographie, rue Gresset ;
Bilcocq Paul, entreprise de négoce en bois et quincaillerie, rue Colbert ;

Billeux Jean, menuiserie, rue Frédéric Petit ;
Blis et Cie, entreprise de transports rapides, rue Jean
Moulin ;
Blondel, entreprise spécialisée dans la mécanique et
l'électricité, boulevard Baraban ;
Bluebell établissements, magasin de tissus et lingerie,
rue de la République ;
Boilly Henri, entreprise de chauffages, rue de la
République ;
Boinet et Cie, sucrerie, rue Duminy ;
Boinet Marcel, entreprise de dragage, rue Voyelle ;
Boitel Bertrand, commerce de débit de boissons, rue
des Jacobins ;
Bonneterie Denis, habillement, rue des Trois Cailloux ;
Bonprolait, société d'achats et de ventes à la
commission, place Parmentier ;
Boré Louise, bonneterie, place René Goblet ;
Borla et Larasso, magasin d'alimentation, rue du
Marché Lanselles ;
Boucault Paul, pharmacie, rue des Trois Cailloux ;
Bouchez Albert, laboratoire d'analyses et pharmacie,
rue Jules Barni ;
Boudier Léon, armurerie, rue des Trois Cailloux ;
Bouilliez, ateliers de charbons, rue Saint-Hubert ;
Boulet Albert, boulangerie-pâtisserie, rue Saint-Leu ;
Boulogne Étienne, société de négoce en matériaux et
charbons, rue Masclef ;
Bourdel Maurice, herboristerie, place de l'Hôtel de
Ville ;
Bourgeois René, atelier de confection à façon, rue de
Bouvines ;
Boutin Marie-Louise, [atelier de modiste], rue de la 2^e
Division Blindée ;
Boutmy Pierre, entreprise de maçonnerie, route de
Paris ;
Brandicourt Jacques, librairie, rue de Noyon ;
Brassart et Fils, magasin pour accessoires et
vêtements bébés, rue Duménil ;
Brechler Louis, pharmacie, place Gambetta ;
Briaux Fernand, usine et magasin de meubles, rue
Saint-Patrice ;
Broutin Maurice, pâtisserie-confiserie, rue de Noyon ;
Brulé Maurice, fabrique de vinaigre et moutarde, rue
Saint-Leu ;
Brunel Henri, magasin de chauffage central, rue Croix-
Saint-Firmin ;
Brunel Marc, entreprise de menuiserie, rue des
Louvels ;
Buelens et Cie, fabrique de peinture et vitrerie, rue
Molière ;
Bulian et Colussi, entreprise de carrelage, boulevard
de Dury ;
Bultez Blaise, pharmacie, boulevard de Saint-Quentin ;
Buteau Guy, charcuterie, rue du Maréchal De Lattre de
Tassigny ;

Cagnard Clotaire, maréchal, rue du Château-Milan ;
Cagnart Raoul, entreprise de peinture et verrerie, route d'Abbeville ;
Calais Paul, entreprise en bâtiments, rue de Cottenchy ;
Cambier et Fils, pâtisserie, rue des Trois Cailloux ;
Candas et Fils, balancerie, rue de Beauvais ;
Carlton, hôtel-restaurant-bar, rue de Noyon ;
Caron et Cie, société de ventes d'appareils-photo, rue des Trois-Cailloux ;
Caron Marguerite, société de radio-disques, place René Goblet ;
Castel Marguerite, lingerie, rue des Trois Cailloux ;
Caty et Fils, entreprise de peinture, rue Jean Mermoz ;
Cauchetier Colette, pharmacie, rue de la Hotoie ;
Caudron-Garbe et Cie, société de négoce en mercerie, place René Goblet ;
Cauët Marceau, entreprise de menuiserie, route de Paris ;
Cayeux René, boulangerie-pâtisserie, boulevard d'Alsace-Lorraine ;
Centrale Béton Amiénoise, entreprise de vente de bétons, rue de Verdun ;
Centrale Laitière Agricole de la Région d'Amiens (CLARA), industrie laitière, rue Maberly ;
CÉRAM, entreprise de vente au détail spécialisée en verrerie et vaisselles, rue au Lin ;
Chamu Adrien, entreprise de mécanique automobile, rue Marguerite Hémarth Férandier ;
Chapon et Cie, alimentation et fabrique de biscuits, place Léon Debouverie ;
Chatelain Jacques, société d'électricité, rue des Sergents ;
Chazotte, Malterre et Chanudet, entreprise générale du bâtiment, rue Saint-Roch ;
Cheval Marcel, menuiserie-ébénisterie, rue Lescouvé ;
Chivrac Georges, pharmacie, route d'Abbeville ;
Cipélia, entreprise d'huiles et graisses industrielles, rue de Cagny ;
Claidière, entreprise de chauffage-sanitaire, rue Lamartine ;
Claude H. et Cie, entreprise d'outillage général, rue des Sergents ;
Cochon Adolphe, magasin de mode et de couronnes, rue des Vergeaux ;
Cocry et Fils, bonneterie, rue de Constantine ;
Colmaire et ses enfants, magasin d'articles pour fumeurs, rue de la République ;
Commerce d'Appareillage Électrique Radio-Auto, (*CAERA*), rue Vascosan ;
Compagnie Amiénoise de Mécanographie, publicitaire, rue des Jacobins ;
Comptoir Amiénois (Le), magasin d'alimentation en gros, place Parmentier ;

Comptoir Automobile d'Amiens, entreprise de réalésage de cylindres et vilebrequins, rue Lemattre ;
Comptoir frigorifique de Picardie, fabrique de glaces et entreposage, rue de la Hotoie ;
Comptoir Picard du Porc, société spécialisée dans le commerce de porcs et bestiaux, rue Ledien ;
Comptoir Picard du Verre, entreprise de négociants en glaces et verres, rue Lamartine ;
Coopérative Agricole de la Région Ouest d'Amiens, entreprise de stockage et de transformation de céréales, rue Frédéric Petit ;
Copin Aimé, société de négoce de machines agricoles, route de Paris ;
Cordier Michel, société de chauffage central, route de Paris ;
Coure Albert, magasin de vêtements masculins, rue Dusevel ;
Courriers Automobiles Picards, transports en commun, rue de l'Oratoire ;
Courrier Picard (Le), société de journal quotidien et imprimerie, rue Alphonse Paillat ;
Courtois L., mercerie, rue de la République ;
Cosserrat, établissements de fabrication de commerce en gros, rue Maberly ;
Couty Clément, bijouterie, rue Saint-Acheul ;
Cozette Achille, société de négoce en vieux métaux, chaussée Saint-Pierre ;
Cozzani Georges, chaudronnier, boulevard de Guyencourt ;
Crépy Maurice, boucherie-charcuterie, rue Gresset ;
Cuvillier René André, société de radio-télévision, rue des Jacobins ;

Dambreville et Fils, entreprise de couverture, zinguerie, plomberie et peinture, rue Saint-Fuscien ;
Dambricourt Maurice et Étienne, manufacture et confection, rue de Metz-l'Évêque ;
Damiens François, pharmacie, route de Paris ;
Daniel André, entreprise de confection en tissu, rue des Crignons ;
Dany, magasin de vêtements, rue des Trois Cailloux ;
Darras Père et Fils, entreprise de fabrication et vente de peintures, route de Paris ;
Dault fils et Cie, négociant en papiers, rue Saint-Leu ;
Dausque et fils, fabrique de boisson hygiénique, rue Jean Moulin ;
Debart Georges, fabrique de meubles, rue Abladène ;
Deberly G., établissements financiers, rue Dusevel ;
Deboffe René, machinerie agricole, rue Saint-Honoré ;
Debouverie Léon, entreprise de distribution de carburants et transports, route de Paris ;
Debret Alfred, entreprise de confection, rue Puvis de Chavanne ;
Debuigny Renaud, société d'électricité, place du Marché aux Chevaux ;

Decacheleux Alfred, entreprise en bâtiment, rue Lucien Fournier ;
Defacques Maurice, cartonnerie, rue des Louvels ;
Defossé Roger, entreprise de couvreur-zingueur, rue du Faubourg de Hem ;
Degardin Pierre, société de vente de graines et engrais, rue Ernest Cauvin ;
Degouy Maurice, entreprise de couvertures, boulevard du Cange ;
Delahaye Jean, pharmacie, route de Rouen ;
Delaporte, brasserie, rue Canteraine ; Delaroière et Leclercq, entreprise de tissage de velours et peluches, rue Riolan ;
Delarue Benard, société spécialisée en décoration intérieure, rue de Beauvais ;
Delarue, miroiterie, rue de Beauvais ;
Delattre G. et Cie, société de bâtiment et travaux publics, rue Marberly ;
Delavaquerie Georges, charbonnerie, route de Saveuse ;
Delaveine frères, boucherie, avenue du Général Foy ;
Delestrez Fernand, société d'exploitation d'établissements, boulevard Alsace-Lorraine ;
Delobel Jean, fabrique de machines à coudre *ELNA*, rue Allart ;
Delruy, entreprise de confection et lavoir, boulevard du Port ;
Demay, entreprise de confection, route de Rouen ;
Denis André, société de réparation de moteurs, boulevard de Beauvillé ;
Denis entreprises, marbrerie funéraire, entreprise de bâtiments funéraires, avenue de la Défense Passive ;
Denisart Yvette, pharmacie, place Vogel ;
Deparis et Cie, société d'électricité-automobile, rue Saint-Germain ;
Dequen Henri, manufacture, rue Delpech ;
Deraison Thérèse, manufacture de literie, rue Jules Barni ;
Deramoudt Angèle, confiserie en gros, rue Jules Barni ;
Deray Marceau, société de prothésiste dentaire, rue Ducange ;
Derouet D., magasin de matériels de motoculture, chaussée Jules Ferry ;
Desachy Maurice, charcuterie, rue Allart ;
Descamps Robert, fabrique de clôtures, rue de Verdun ;
Descombes et frères, société de répartiteur de presse, rue des Trois Cailloux ;
Déserable Maurice, quincaillerie, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny ;
Desmarest Roland, boulangerie-pâtisserie, place René Goblet ;
Desmarest René, boulangerie-pâtisserie, rue de Beauvais ;

Desrichard et Cie, magasin d'alimentation en gros, rue de Francs-Mûriers ;
Dessein Guy, marbrerie, route de Rouen ;
Destré Alfred, menuiserie, rue Lucien Fournier ;
Devauchelle, minoterie, rue des Parcheminiers ;
Devaux Jean, société de réception de ventes, place René Goblet ;
Devillers et Morel, entreprise de vente de carrelages, route de Rouen ;
Devisse Robert, manufacture de confections, rue Haute-des-Tanneurs ;
Devred, manufacture de confection de vêtements pour hommes, rue Pierre Dubois ;
Devred Henri, magasin d'habillement pour hommes, rue des Trois Cailloux ;
Devred-Champey, magasin d'habillement pour hommes, rue des Trois Cailloux ;
Devulder Robert, entreprise de bâtiments, rue Saint-Fuscien ;
Dewas, entreprise de confection, rue Henri IV ;
Dille-Delacourte, entreprise de confection, rue Laurendeau ;
Divry Jean et Cie, mercerie, bonneterie et magasin de chaussures, rue du Général Leclerc ;
Dobelle, entreprise de transports, rue Paul Tellier ;
Doublet Maurice, charcuterie, rue de Noyon ;
Doulet, teinturerie et fabrique d'apprêts, rue Octave Tierce ;
Dropsy Henry, biscuiterie *Glade*, rue Frédéric Petit ;
Dubois Père et Fils, entreprise de teinture-peinture, boulevard du Cange ;
Dubois et Vincent, fabrique de produits pharmaceutiques, rue Haute des Tanneurs ;
Dubos Monique, fleuriste, rue Jules Barni ;
Duclos Louis, société d'électricité-automobile, chaussée Saint-Pierre ;
Duday Maurice, société de travaux publics, rue de Noyon ;
Dufлот Jean, coiffeur, rue Robert de Luzarches ;
Dufossé Gustave, entreprise de peinture, rue Dijon ;
Dumeighe Jérôme, société de vente de chevaux, impasse Monmignon ;
Dumont Georges, droguerie, rue de Noyon ;
Dupont André, entreprise de carrosserie, rue Saint-Honoré ;
Dupont Jean, pharmacie, rue Jules Barni ;
Dupont-Hacquart, photographe, rue des Trois Cailloux ;
Dupuis René, charcuterie, rue Jules Barni ;
Durand Fernand, boulangerie, rue Gauthier de Rumilly ;
Durisotti, entreprise de carrosserie automobile, rue de Cagny ;
Duroy, magasin de vins en gros, rue Pinsard ;
Duval et Cie, appareillage électrique, rue de

Constantine ;

Électriciens Picards Réunis, rue Jules Barni ;
Élevage et Négoce, société de vente de viandes en gros, rue Duméril ;
Eloy Yvette, entreprise de coiffure, place René Goblet ;
Emrelle Georges, couverture-plomberie, rue des Francs-Mûriers ;
Enfants de la Veuve Bonvallet (Les), teinturerie, rue Octave Tierce ;
Entreprise Générale Électrique Picarde, boulevard de Châteaudun ;
Étévé Henri, société de transports automobiles et garage, route d'Albert ;
Étévé (Maison), société de transports automobiles et garage, avenue de la Défense Passive ;
Evrard, imprimerie et librairie, rue Albert Dauphin ;

Farcy Raymond, carrosserie automobile, rue Roland Douay ;
Faucheux Maurice, entreprise de bâtiments, rue Saint-Acheul ;
Fensche et Cie, fabrique de tubes d'acier, route de Paris ;
Férêt-Descamps, magasin d'alimentation au détail, rue Jean Calvin ;
Ferrière Marcel, confiserie, rue Gresset ;
Fiévet Joséphine, restaurant, rue Sire Firmin-Leroux ;
Filature de la Somme, fabrique de laines à tricoter, rue Guérard ;
Filature et tissage du Petit-Saint-Jean, filature, rue du Petit-Saint-Jean ;
Fileuse (La), magasin de vêtements pour hommes, rue des Chaudronniers ;
Fixois Robert, magasin et fabrique de papier d'emballage en gros, boulevard du Port ;
Fliniaux Paulin, pharmacie, route de Rouen ;
Flinois Pierre, horlogerie-bijouterie, rue des Sergents ;
Florazur, fleuriste, rue des Otages ;
Foire-Exposition de Picardie, manifestation commerciale annuelle, rue Vatable ;
Forget Pierre, pharmacie, rue Saint-Leu ;
Fossé et Cie, entreprise de transports, rue de Cagny ;
Foulon Michel, entrepreneur, route d'Abbeville ;
Française (La), fabrique spécialisée en salaisons, rue du Faubourg de Hem ;
François Albert, société de couverture-zinguerie, rue Ledieu ;
Frémaux établissements, société de tissage, rue Octave Tierce ;
Frère René, *Café de la Bourse*, place Alphonse Fiquet ;
Fulcor, magasin de fournitures industrielles, rue de la Vallée ;
Fusillier et Darras, entreprise de confections, rue Jules

Lefebvre ;

Gacquer, mécanique, route de Rouen ;
Gaillard Léon, imprimerie, rue des Sergents ;
Gaillard Hippolyte, émaillerie, rue de Boutillerie ;
Gaillet Suzanne, entreprise de fumisterie, rue des Jacobins ;
Gailliègue A., société de confections, rue des Majots ;
Gailliègue G., entreprise de matériaux de constructions, Port d'Amont ;
Gambier et Beunon, fabrique et négoce en tissus, rue Victor Hugo ;
Garages ASTRA, rue des Otages ;
Garages de la Somme, rue du Général Leclerc ;
Gaufroy René, fabricant d'ustensiles métalliques, route de Paris ;
Gerony A, chemiserie, rue des Trois Cailloux ;
Gervois, scierie, rue du Château Milan ;
Giloux L. et Fils, société de travaux publics et particuliers, rue Georges Antoine ;
Godard Fernand, menuiserie, rue Engoulvent ;
Godbille Jean, entreprise de mécanique agricole, rue du Manège ;
Godin et Fournier, magasin de vins et spiritueux en gros, rue Frédéric Petit ;
Gourdin-Réal Jeanine, bandagiste orthopédiste, place René Goblet ;
Gonthiez Frères, bijouterie, rue Croix-Saint-Firmin ;
Graineterie de Picardie, magasin de grains et graines de semences, rue de Lattre de Tassigny ;
Grancher C. et Cie, société d'électricité automobile, rue Masclef ;
Grand Garage de Picardie, place Alphonse Fiquet ;
Grand Hôtel (Le), hôtel-restaurant, rue Lamartine ;
Grande Pharmacie de Paris, place Gambetta ;
Grands Moulins de Picardie, minoterie, rue Saint-Leu ;
Gravier, restaurant *Au Royal*, rue Ernest Cauvin ;
Griffoin J.M., menuiserie, rue Pointin ;
Gronier Gaston, magasin et entrepôt de vieux métaux, fonderie de zinc, rue Colbert ;
Gronsez Raymond, société de transports, rue Saint-Geoffroy ;
Gruson et Cie, manufacture de confection, rue Lamartine ;
Guéquièrre Joseph, magasin de vêtements, rue Delambre ;
Guérin Roger, magasin de pommes de terre, Port d'Amont ;
Gueroult Albert, maternité, rue Gloriette ;
Guette André, société de radio-électricité, avenue Louis Blanc ;
Gueudet Frères, société de réparation de véhicules, garage, mécanique, rue des Otages ;
Gueudet et Amiaud, fabrique de frigidaires, rue Saint-Martin ;

Guilbert, teinturerie, rue Colbert.

55 W 32

H à Z

Haese Fabien, entreprise de bois de chauffage, rue de Mercey ;

Hanot Joseph, pharmacie, rue Créton ;

Hanon Jean, pharmacie, rue du Maréchal De Lattre de Tassigny ;

Harlé G., manufacture de confection, rue des Augustins ;

Hartmann E., fabrique et magasin de fourrures, rue Delambre ;

Hassebroucq E., fabrique de casquettes *Mouettes*, chaussée Jules Ferry ;

Haubourdin et Dauphin, fabrique de chiffons, peaux et métaux, rue Paul Tellier ;

Henrion, manufacture de brosses et société de négoce de matériel mécanique, rue Saint-Roch ;

Herbet et Cie, entreprise générale de travaux publics, rue de l'Amiral Courbet ;

Herbette Pierre, entreprise de couvertures, route de Paris ;

HMS, entreprise de bâtiments, rue Duminy ;

Hoffmann-Caustier, droguerie en gros, boulevard du Cange ;

Honoré Félix, chemiserie, rue Victor Hugo ;

Horlait et Lancelle, fabrique de levures et biscottes, rue Saint-Roch ;

Hôtel de l'Univers, hôtel-restaurant, rue de Noyon ;

Hanot Joseph, vinaigrerie, rue Henriette Dumuin ;

Hochart et Fils, manufacture amiénoise de tabliers, rue Haute des Tanneurs ;

Hubault, teinturerie, rue Jean Jaurès ;

Hublé Père et Fils, menuiserie générale, rue Daire ;

Huglo Michel, magasin d'appareils de dépoussiérage industriel, rue Aimé Merchez ;

Huglo Michel (Les Fils de), société d'installations fixes de dépoussiérage industriel, rue de Verdun ;

Huguet Auguste, société de travaux publics et bâtiments, rue Croix-Saint-Firmin ;

Icardi-Hugonnet, pharmacie, rue du Faubourg de Hem ;

Ildis Germaine, magasin de chaussures orthopédiques, rue Milton ;

Imprimerie Moderne, rue Lamartine ;

Imprimerie Nouvelle, rue Léon Blum ;

Inter-Textiles Picardie, commerce de textiles en gros, rue du Bellay ;

Jardillier Marcel, pharmacie, place René Goblet ;

Jacob et Fils, entreprise de couverture, zinguerie, plomberie, rue Vulfran Warmé ;

Jobredeaux et ses fils, société de fournitures générales

pour automobiles, place René Goblet ;
Jolie-Mas, magasin de vêtements et accessoires pour
dames, rue des Trois Cailloux ;
Jolly Michel, pharmacie, rue Valentin Hauy ;
Joly-Craye, magasin et confection de matelas, rue de
Cagny ;
Joulet et fils, charcuterie, rue des Vergeaux ;
Jourdain, entreprise générale de Bâtiments, route
d'Albert ;
Journal d'Annonces de la Somme, société de
publications légales, rue Porion ;

Labalette Albert et Cie, société spécialisée en
construction mécanique générale, rue de la
Contrescarpe ;
Laboureau Michel, pharmacie, rue de Cagny ;
Lacoudre André, coiffeur-parfumerie, rue de Noyon ;
Laden Production France, fabrique et vente de
machines à laver, rue Baudoin d'Ailly ;
Lafarge fils, commerce de détail de maroquinerie,
place Gambetta ;
Ladent Maurice, société d'électricité, route d'Albert ;
Lafollet Marcel, café-restaurant, chaussée Saint-
Pierre ;
La Glace Pure, fabrique de glaces, place
d'Aguesseau ;
Lalou Gilbert, société d'affaires, rue des Jacobins ;
Lambry Charles et Cie, fonderie de plomb, rue de
Condé ;
Landru, pâtisserie, rue Laurandeu ;
Langlet Frères, fabrique de chaises, avenue de la
Défense Passive ;
Langlet René, boulangerie-pâtisserie, rue de Noyon ;
Lavallart entreprise et négoce de matériaux, rue du
Vivier ;
Lav'Indus, blanchisserie industrielle, Grande rue du
Petit-Saint-Jean ;
Lebeurre, manufacture de confection, rue Roland
Douay ;
Lebrun Maurice, société de réparation de machines
agricoles, boulevard de Guyencourt ;
Lechiffart Georges, magasin d'outillage et machines-
outils, boulevard de Belfort ;
Ledru André, entreprise de chauffage, rue De Lattre de
Tassigny ;
Lefevre et Cie, *Hôtel du Commerce*, hôtel-restaurant,
rue des Jacobins ;
Lefèvre Calot et Cie, manufacture de vêtements, rue
des Jacobins ;
Leffondre Alexandre, société spécialisée en
carrosserie, rue de la Plumette ;
Lefranc René, société de fournitures d'horlogerie en
gros, rue Albert Dauphin ;
Legrand Pol, fabrique de jouets, route d'Abbeville ;
Legrand René, menuiserie, rue Lemattre ;

Legris, magasin d'ameublement et tapisserie, rue Caudron ;
Leguichard Père et fils, entreprise de nickelage et chromage, rue des Huguenots ;
Lejeune et Cie, entreprise de peinture, rue des Archers ;
Lemaire Gaston et ses fils, fabrique de cuirs et peaux, rue Jules Barni ;
Lemaire Maurice, chemiserie bonneterie, rue Allart ;
Lemaitre Maxime fils, poissonnerie, rue Henri Barbusse ;
Lemaitre Maxime père, grossiste en poissons, rue du Général Friand ;
Lemay Jean, fabrique de limonades, rue Rohaut ;
Lenne Roger, pharmacie, rue des Trois Cailloux ;
Lenoir et Bernard, banque, rue des Jacobins ;
Lérailly, commerce, rue Gresset ;
Leroux frères, société de réparations automobiles, rue Gauthier de Rumilly ;
Leroy Albert, entreprise *FALCO*, fabrique de peinture, rue Maurice Thédié ;
Leroy, société de fourniture pour soudure, rue des Cordeliers ;
Letitre Camille, société d'électricité, rue Motte ;
Levasseur Roger née Cauët Paulette, pharmacie, rue de Beauvais ;
Lévêque et Cie, magasin de vins et spiritueux, avenue du Général Foy ;
Leynaert frères, magasin d'ameublement, rue de Noyon ;
Loisel Georges, boulangerie-pâtisserie, place Vogel ;
Loubert, magasin de matériaux de construction, rue des Francs-Mûriers ;
Louchel André, boulangerie, rue Vulfan Warmé ;
Louise et Marcel, coiffeur, rue de Noyon ;
Loyer André, entreprise de couverture, rue Louis Ruffel ;
Lucas Joseph, menuiserie, quai Saint-Maurice ;
Lucet et Cie, menuiserie, rue Jean Jaurès ;

Macke Félicien, magasin de cycles et accessoires, rue du Maréchal De Lattre de Tassigny ;
Maeglet, joaillerie, rue des Trois Cailloux ;
Magasins Généraux, entrepôts, rue De Jean ;
Magniez-Baussart, confiserie-chocolaterie, rue Colbert ;
Maillard-Poiré, vannerie, rue Duménil ;
Maillard-Routier, mercerie *À la pensée*, rue Sire Firmin Leroux ;
Maille d'Or (La), bonneterie, rue Saint-Leu ;
Mailliet Georges, entreprise de démolition, rue du Faubourg de Hem ;
Manière Maurice, boulangerie, rue Philippe d'Auxy ;
Mansion Gisèle, droguerie détail, rue des Jacobins ;
Manufacture Amiénoise de Chaussures, fabrique de

chaussures, rue Jules Lardière ;
MAPELEC, manufacture d'appareillage électrique,
route d'Albert ;
Marcel Maximilien, parfumerie en gros, rue Gresset ;
Marillier P., société de chauffage central, rue Jean
Moulin ;
Martellet, garage, rue Leprince ;
Martigny et Fils, magasin de vins et spiritueux, rue
Albert Dauphin ;
Martin Raymond, cinémas *Caméo* et *Le Régent*, rue
des Cordeliers ;
Martin Père et Fils, entreprise générale de bâtiment,
boulevard Beauvillé ;
Massin André, fleuriste, rue de Noyon ;
Massy, primeur en gros, rue Liénard Lesecq ;
Matifas Paul, usines d'ameublements métalliques,
route de Rouen ;
Matifat, magasin de tissus, rue des Jacobins ;
Mazuré Maurice, coiffeur pour hommes, rue Voiture ;
Mélinot, banque, place René Goblet ;
Mention et Cie, entreprise d'électricité, rue Gresset ;
Menuiserie et Ameublements Picards, rue de Lannoy ;
Mercier Victor, vendeur de produits chimiques, quai
Charles Tellier ;
Mercier, boulangerie, rue Jules Barni ;
METALFIN, société d'études industrielles et mobiliers
mécaniques, rue Chauvelin ;
Meurisse Gabriel, boucherie chevaline, rue Jules
Barni ;
Meurisse Guy, charcuterie, rue Saint-Leu ;
Meynard Christian, boucherie, rue Marc Sangnier ;
Micollet Max, *Hôtel Nord Sud*, hôtel-restaurant, rue
Gresset ;
Millevoye, clinique, rue Millevoye ;
Moquet A., manufacture de vêtements, rue de la
Vallée ;
Moquet et Fils, entreprise de charbons, rue du Vivier ;
Moreau, orthopédiste, rue des Vergeaux ;
Motoculture Picarde, magasin de ventes et réparations
de machines agricoles, route d'Albert ;
Moulet, imprimerie, rue Saint-Roch ;
Moulet et Mortreuil, magasin de fermetures modernes
et stores, boulevard de Saint-Quentin ;
Muchemblé Père et Fils, société de récupération des
matières premières, rue Saint-Maurice ;

Néon Picard, fabrique de tubes fluorescents, rue Saint-
Fuscien ;
Neveux de G. Bernard (Les), verrerie et magasin de
vaisselles, rue Jeanne Natière ;
Nicolas André, droguerie en gros, rue Laurendeau ;
Nicolas-Boulenger Madelin, pharmacie, rue Delpech ;

Oxygène de Picardie, fabrique d'oxygène, boulevard
Saint-Quentin ;

Pacque Père et Fils, peinture, vitrerie et staff, rue
 André Lemaire ;
Palais de l'Accessoire (Le), magasin d'accessoires
 pour voitures, rue des Otages ;
 Paquet Émile, magasin de vente et réparation de
 cycles, motos et voitures, chaussée Saint-Pierre ;
Paris-Amiens-Bonneterie, manufacture de bonneterie,
 rue Vulfran Warmé ;
 Parvillé André, mercerie, rue Henri Dumuin ;
 Parvillé M. et P., maçonnerie, plâtrerie, couverture,
 route d'Albert ;
 Pasquier Pierre, vitraux d'art, rue des Canettes ;
 Passet Paul, garage, magasin de cycles et motos,
 chaussée Jules Ferry ;
 Pauchet Victor, clinique, rue Albéric de Calonne ;
 Péchon Louis, pharmacie, rue de Noyon ;
 Pécourt, boulangerie, route d'Abbeville ;
 Pémont Gaston, parfumerie, rue Lamartine ;
 Perdu Gérard, clinique Notre-Dame des Anges, rue
 Créton ;
Petersen, anciens établissements, teinturerie et
 apprêts, rue des Archers ;
 Petiot Louis, fabrique de biscottes, rue Saint-Leu ;
 Petit René, chapellerie, rue des Trois Cailloux ;
 Phelipot et Leprat, débit de tabac *La Civette*, place
 René Goblet ;
 Philippe Maurice, marbrerie, rue Saint-Maurice ;
 Philippon Albert, entreprise de couverture, rue de
 l'Abbaye ;
Picardie Confection, fabrique et magasin de vêtements
 masculins de travail, chaussée Jules Ferry ;
Picardie-Pneus, commerce de pneumatiques, rue
 Saint-Fuscien ;
Picardy (Le), cinéma et théâtre, rue Ernest Cauvin ;
 Piédeloup Paul, opticien-lunetier, rue Sire Firmin
 Leroux ;
 Piolé E., [serrurerie], rue Lamarck ;
 Pillon René, boucherie, place Gambetta ;
 Plart Berthe, magasin de nouveautés *Maison
 Hippolyte*, rue des Vergeaux ;
 Plez Élysée et ses fils, commerce de bestiaux, rue de
 l'Amiral Courrejolles ;
 Plez Jean, entreprise de maçonnerie, chaussée Jules
 Ferry ;
 Pointin Jean, société spécialisée dans le contentieux,
 place d'Aguesseau ;
 Poiré-Choquet, librairie, rue de Noyon ;
 Poire Lucien, société de construction d'appareils TSF
 et TV, rue Cozette ;
 Pollet Pierre, magasin d'alimentation, port d'Amont ;
Pompes Funèbres Régionales, rue Albert Dauphin ;
Pom Pom, magasin de boissons hygiéniques, rue
 Dusevel ;
 Poncin Albert, négoce en matériel automobile, route de

Paris ;
Postel et Cie, entreprise de carrosseries, route de Paris ;
Pouchain André, société de peinture, boulevard de Saint-Quentin ;
Poulain, clinique, rue Victor Hugo ;
Pourrière Henri, coiffeur, place de l'Hôtel de Ville ;
Privé, quincaillerie agricole, rue Saint-Honoré ;
Privileggio, entreprise de bâtiments et travaux publics, route d'Albert ;
Produits Négro, manufacture de savons, rue Valentin Hauÿ ;
Progrès Agricole (Le), journal hebdomadaire, rue des Jacobins ;

Quennehen, magasin de meubles, rue Saint-Fuscien ;
Quertier René, charcuterie, chaussée Saint-Pierre ;
Quien René, boulangerie, rue du Faubourg de Hem ;
Quignon R. et J., société de vente de charbons *Le Charbon*, rue Van Robais ;
Quignon A. et G., entreprise de menuiserie, rue Lavalard ;
Quin-Dessaux, société de commerce de détail en bonneterie, lingerie et layette, rue des Trois Cailloux ;

Raquet Georges, opticien, lunetiers, rue Duméril ;
Receveur Gilbert, tailleur, rue de Trois Cailloux ;
Réguier Jeanne, boucherie, rue Laurendeau ;
Renaissance Picarde (La), entreprise de bâtiments, fabrique d'agglomérés, rue du Faubourg de Hem ;
Restani, entreprise de maçonnerie, rue Gribeauval ;
Réveil Agricole de Picardie, société coopérative agricole de stockage, rue des Augustins ;
Riquier frères, droguerie en gros, rue du Vivier ;
Robert-Ledoux, magasin de machines à écrire et articles de bureau, rue des Trois Cailloux ;
Roger, société de confection en gros, route d'Albert ;
Roger et Barbier, serrurerie, charpentiers métalliques, rue Sagebien ;
Rollin P., société de construction métallique et serrurerie, rue Coquerel ;
Rosen J., entreprise de cafés et poivres en gros, rue Gauthier de Rumilly ;
Rossigny et Marthon, entreprise de coiffure et parfumerie, place René Goblet ;
ROUCA, fabricant de roues, chaussée Jules Ferry ;
Rouillard-Fichaux, entreprise de confection, rue des Sergents ;
Rousseau G., entreprise de couture, rue des Trois Cailloux ;
Roussel Père et Fils, magasin de vins, rue Jules Barni ;
Royal Garage, garagiste, boulevard de Beauvillé ;
Ruche Picarde (La), alimentation au détail, route d'Abbeville ;

S.A.F.O.R., société de négoce en quincaillerie et produits sidérurgiques, rue Marc Sangnier ;
Saingeorgie et Cie, entreprise de bâtiment, rue de Boves ;
Salaisons amiénoises, conserverie de viandes, route d'Abbeville ;
 Salomon, magasin de chaussures, rue des Vergeaux ;
 Salon Thérèse, coiffeur, rue Émile Zola ;
 Salons Goldberg, restaurant, rue des Jacobins ;
 Sannier Gilbert, entrepôt de bières, rue Robert de Luzarches ;
S.A.P., Société amiénoise de Préfabrication, produits en béton préfabriqués, rue Georges Antoine ;
 Sarazin, quincaillerie, place de l'Hôtel de Ville ;
 Sarazin Pierre, *Hôtel Central et Anzac*, rue Alexandre Fatton ;
 SASAGO, société d'affichage et signalisation, rue Alcide Huber ;
 S.A.V.A.S.C., société de vente d'articles de sports et camping, rue Allart ;
 Savoye Frères, société boursière, rue Caudron ;
Schaetjens, pâtisserie, rue des Trois Cailloux ;
Scramet, société de ventes d'appareils TSF et TV, rue de Beauvais ;
 Seminel Frères, manufacture de chemises, place au Feurre ;
Serrurerie Picarde, entreprise de serrurerie et ferronnerie, rue Marc Sangnier ;
Shantrix (anc. Chantrieux et Lefevre), entreprise de confections, rue de la Plumette ;
 Simon Jacques, coiffeur, rue Saint-Fuscien ;
 Simon Maurice, pharmacie, rue Jules Ferry ;
 Sire René, société de négoce, rue Delpech ;
S.M.A.F., société de ventes et installations dans l'alimentation et frigorifiques, rue du Général Leclerc ;
SOBRETTEX, industrie de tissage, rue Jules Barni ;
Société Auxiliaire de la Meunerie Picarde, placements de farine, rue Saint-Germain ;
Société Beurrière de la Somme, beurrerie industrielle, rue de l'Abbaye ;
Société française de Manutention et de Vente Nord-Nord-Ouest, manutentionnaires, rue des Trois Cailloux ;
 Société Picarde d'Entreprise de Miroiterie, usine et vente de miroirs, rue Saint-Martin-aux-Waides ;
Société Picarde d'Exploitation Cinématographique, chaussée Jules Ferry ;
Société Picarde des Produits du Pétrole, entreprise de carburants et lubrifiants, rue du Château Milan ;
Sodex-Ciné, société d'exploitation de films cinématographiques, rue Roland Douay ;
 Soirant, société de transports, route de Paris ;
Somme & Oise, société de vente de charbons, place René Goblet ;

S.O.V.I.C., société des viandes conditionnées, rue du
Commandant Defontaine ;
S.P.A.D.A., magasin d'alimentation, rue Rembault ;
Stal-Brémard, magasin de ventes au détail de
nouveautés et de meubles, place René Goblet ;
Straubhaar Marcel, magasin et réparations de
pneumatiques, rue Sire Firmin Leroux ;
Sueur Charles, entreprise d'électricité, route de Paris ;
Sueur E., salon de coiffure, rue de Beauvais ;
Sueur, entreprise de confections en gros, rue Voltaire ;
Sueur, garagiste, rue du Faubourg de Hem ;
Sueur Georges, garagiste, boulevard Alsace-Lorraine ;
Sutcliffe, entreprise de tissage de velours, rue
Vascosan ;
Suter et Fils, fabrique de meubles, rue des Quatre
Lemaire ;

Taquet André, société de transports, route de Rouen ;
Tasseël Lucien, pharmacie, route d'Abbeville ;
Tassencourt Léon, droguerie, rue de la Demi-Lune ;
Tattegrain-Leignier, société de confections, rue Saint-
Leu ;
Teinturerie de Picardie, rue Duménil ;
Teinture et Apprêts de velours d'Amiens, entreprise
dûvetage et coupe de velours de coton côtelé, rue
Chauvelin ;
Ternisien Gaston, société de mécanique, boulevard de
Beauvillé ;
Tételin Jacques, société de vente de savons, rue
Creton ;
Textiles Manufacture de Picardie, magasin de détail,
rue Saint-Leu ;
Thibaud Henri, entreprise de bâtiment, rue du
Maréchal Galliéni ;
Thiebe, société d'affaires, rue du Cloître de la La
Barge ;
Thomas Père et Fils, entreprise générale de bâtiments,
rue Laurandeaup ;
Thomas Eugène, Café-Hôtel-Restaurant, place
Alphonse Fiquet ;
Thomas René, boulangerie, rue Saint-Fuscien ;
Thorel Henri, cordonnerie, rue Charles Dubois ;
Thorez Louis, boucherie, rue Jules Barni ;
Tiesse Jean, boucherie-charcuterie, boulevard de
Beauvillé ;
Timbert Félix, concessionnaire des *Glaces Gervais*,
rue Vatable ;
Tissage de Picardie, fabrique de velours et tissus
d'ameublement, rue Riolan ;
Tissage de Renancourt, entreprise de tissage à façon,
rue Edouard Lucas ;
Tollet Louis, restaurant *Buffet de la Gare*, place
Alphonse Fiquet ;
Tout Inoxydable, coutellerie, rue des Trois Cailloux ;
Touzet, corseterie, Place René Goblet ;

T.P.C.I.R., entreprise de Bâtiments, rue Caumartin ;
Trait d'Union des Agriculteurs, marchands, réparateurs
de machines agricoles, rue Legrand d'Aussy ;
Treuet André, entreprise de couverture, zinguerie,
plomberie, route de Paris ;
Tricotage Mécanique de Picardie, fabrique de
bonneterie, rue Jean Jaurès ;
Trogneux Yves, entreprise de vente de cycles et
motos, place Léon Gonthier ;
Troude André, entreprise de couverture et plomberie,
boulevard du Cange ;

UNECA, société de financement de ventes à crédit,
rue Adéodat Lefebvre ;
Union (L'), société de commerce d'alimentation, place
Léon Gontier ;
Union des Coopératives agricoles de la Somme,
boulevard Maignan-Larivière ;
Union de la Boucherie, société de collecte de cuirs et
peaux, quai Charles Tellier ;
Union Meunière de la Somme, meunerie, rue Saint-
Germain ;
Union des Peintres (L'), entreprise de travaux de
peinture, rue du Général Leclerc ;
Uvati Raymond, boucherie, rue Alexandre ;

Valade A., imprimerie, rue Flatters ;
Valomer et Cie, entreprise de fournitures en gros
électricité automobile et diesel, boulevard Carnot ;
Van Béghin, société de radio-électricité, place René
Goblet ;
Vanbelle André, entreprise de couverture zinguerie-
plomberie, route de Paris ;
Vasseur-Duquesne et Cie, menuiserie, rue Coquerel ;
Velliet, société de construction de grosse
chaudronneries, route de Rouen ;
Verdel Bernard, entreprise de couverture-zinguerie,
boulevard Pasteur ;
Véronique, magasin de modes, place Alphonse
Fiquet ;
Viltart Maurice, boulangerie, rue au Lin ;
Vitoux Pierre, société de confections, rue Frédéric
Petit ;
Vivien Charles, magasin de vente et réparation de
matériel agricole, rue Frédéric Petit ;
Voisin Maurice, poissonnerie, primeurs, place René
Goblet ;

Wallet Pierre, boucherie-charcuterie, rue de Beauvais ;

Yeux Ernest, société d'électricité, route de Paris ;
Yvert et Cie, imprimerie, rue des Trois Cailloux ;

Zedde, confiserie centrale, rue Léon Blum ;
Zucchini Roger, pâtisserie, place de l'Hôtel de Ville.

CONCORDANCE DES COTES

Anciennes cotes	Nouvelles cotes
55W2 55W6 55W7 55W8 55W9 55W13	55W1
55W1 55W2 55W5 55W8 55W9 55W12	55W2
55W1 55W2 55W3 55W4 55W5 55W8 55W9 55W12	55W3 55W4
55W1 55W2 55W8	55W5
55W3 55W5 55W6 55W8	55W6
55W3 55W13 55W26	55W7
55W5 55W6	55W8
55W3 55W5 55W8	55W9
55W3 55W5 55W6 55W8	55W10 55W11
55W3	55W12
55W2 55W3 55W6 55W8	55W13
55W40	55W14 55 W_CP_14/1
55W39	55W15
55W23	55W16

55W27	
55W6	55W17
55W27 55W29 55W32	55W18
55W2 55W7 55W8 55W36	55W19
55W38	55W20
55W37 55W38	55W21
55W15 55W25 55W28 55W38	55W22 55 W_CP_22/1
55W14 55W18 55W28	55W23
55W16 55W17 55W19 55W20 55W21 55W22 55W24	55W24 55 W_CP_24/1 55 W_CP_24/2 55 W_CP_24/3 55 W_CP_24/4 55 W_CP_24/5 55 W_CP_24/6
55W11 55W33	55W25
55W33	55W26
55W33	55W27
55W33	55W28
55W10 55W34 55W35	55W29 55W30
55W30 55W31	55W30 55W31 55W32